



DOCUMENT DE PROJET
Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Titre du Projet : Dialogue démocratique pour la paix à Beni	Organisation lead : POLE INSTITUTE
Personne de Contact : Pour Pole Institute : Nom: Nene Morisho Mwana Biningo Adresse : Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi, Ville de Goma Nord-Kivu Téléphone : (+243) 991 761 551, (+243) 817 789 819 E-mail : nene.morisho@pole-institute.org Pour Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoir et Droits Humains, APCDDH Av Mgr. Munzenda. Quartier MABAKANGA Com de RUWENZORI ville de Beni. KATHEMBO KITSHAMBULA Isidore Téléphone : 0998424072/0998606534. Email : apcddh021@gmail.com	Membres du consortium : Pole Institute et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoir et Droits Humains, APCDDH. Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONGI) : Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) Localité (s) (Province) : Nord-Kivu, Ville de Beni (Bungulu, Mulekera, Beu, Rwenzori)
Durée totale du projet (mois) : 12 mois Date de démarrage : 1 septembre 2021 Date de clôture : 31 aout 2022	Cout total du Projet : 539 999 USD Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 539 999 USD Contributions propres : 0 Autres Contributions : 0

Dsam



PAGE DE SIGNATURE

<p><i>Nom de l'Organisation lead</i></p> <p>Nom du/de la Représentant (e) :</p> <p>Signature :</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>Nom de l'Organisation :</p> <p>Date & Cachet 29-août-2021</p> <p></p>	<p><i>Le/la Deputy Team Leader de l'UAS</i></p> <p>Nom du/de la Représentant (e) :</p> <p>Jean-Francois Dubuisson</p> <p>Signature :</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>Nom de l'Organisation : Stabilization support unit MONUSCO</p> <p>Date & Cachet</p> <p>29-Aug-2021</p> <p></p>
<p>Nom de l'Agent de Gestion</p> <p>Nom du/de la Représentant (e) :</p> <p>Signature :</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>Nom de l'Organisation : PNUD</p> <p>Date & Cachet</p>	



TABLE DE MATIERE

I. Résumé du projet

II. Analyse de contexte, du/des conflits et justification

- a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit
- b) Justification de l'intervention proposée

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

- a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation
- b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation
- c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

- a) Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales
- b) Présentation des expériences pertinentes

V. Gestion et Coordination

- a) Gestion et coordination du projet
- b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation
- c) Suivi et évaluation
- d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC
- e) Budget

VI. Annexes

Annexe 1 : Cartographie des interventions de stabilisation

Annexe 2 : Plan de travail

Annexe 3 : Matrice des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Annexe 5 : Cadre logique (*voir fichier Excel*)

Annexe 6 : Lignes directrices budgétaires



I. Résumé du projet

Mise en œuvre par un consortium de deux organisations, Pole Institute et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH, Le Projet Dialogue pour la paix dans la ville de Beni « *Majadiliano kwa Amani Beni* » s'inscrit dans le cadre du pilier Dialogue démocratique de ISSSS. Ciblent les groupes des jeunes, des femmes, des leaders locaux, des autorités politico administratives, des influenceurs politiques membres des partis politiques et les forces de sécurité de la RDC, la stratégie d'intervention du projet va s'appuyer sur :

En premier lieu, le renforcement des mécanismes de dialogue démocratique et de communication pour une construction conjointe de la paix et de prévention des conflits

En deuxième lieu, le renforcement des relations de confiance entre les populations, en particulier les groupes des jeunes, des femmes, les OSC et les autorités administratives et les forces de sécurité congolaises,

En troisième lieu, le renforcement des mécanismes locaux, formels et informels de redevabilité, de communication et de plaidoyer.

Et en dernier lieu, le renforcement de la participation des femmes et des jeunes dans le processus de prise de décision, de construction de la paix et la stabilisation

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation.

En effet, s'appuyant sur les acquis des projets en cours et précédents de stabilisation, le cadre d'interventions de ce projet s'articule autour de trois Objectifs spécifiques principaux qui abordent les problématiques et solutions relatives au dialogue démocratique(2), aux relations de confiance améliorées entre les autorités et les populations grâce à la culture de redevabilité promotrice de paix (2) et à la lutte contre les inégalités et l'amélioration de l'implication et participation des femmes dans le processus de consolidation de la paix dans la ville de Beni (3).

Numéro du projet¹ :	
Intitulé du projet :	<i>« Mazungumuzo kwa Amani Beni »</i>
Organisation lead :	POLE INSTITUTE
Membres du consortium :	Pole Institute et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH.
Des organisations bénéficiaires² :	POLE INSTITUTE, Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoir et Droits Humains, APCDDH,

¹ A compléter par l'Agent Administrative/MPTF-O

² Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.



	Organisations de la Société Civile, Conseils Communaux et Urbain de la Jeunesse, Plates formes des Organisations féminines.	
Zone prioritaire et groupements ciblés	Ville de Beni: Communes Mulekera, Beu, Rwenzori, Bungulu	
Cout total du Projet : Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : Contributions propres : Autres Contributions :	539 999 USD	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : 01 septembre	Date d'achèvement prévue : 31 aout 2022
Focus Thématique (en lien avec les piliers I4S + objectives spécifiques de l'AAP)	<p>La Mise en œuvre de ce projet s'inscrit dans le cadre du Pilier 2 Dialogue démocratique de I4S. A la fin, ce projet aura contribué à l'atteinte des objectifs spécifiques. L'approche stratégique va se focaliser sur :</p> <p>Le renforcement des mécanismes de dialogue démocratique et de communication pour une construction conjointe de la paix et de prévention des conflits ;</p> <p>Le renforcement des relations de confiance entre les populations, en particulier les groupes des jeunes, des femmes, les OSC et les autorités administratives et les forces de sécurité congolaises ;</p> <p>Le renforcement des mécanismes locaux, formels et informels de redevabilité, de communication et de plaidoyer et le renforcement de la participation des femmes et des jeunes dans le processus de prise de décision, de construction de la paix et la stabilisation.</p>	
Note sur le Genre (Gender Marker) et justification :	<p>Promouvoir la participation dans un dialogue démocratique qui réussit ne peut avoir lieu sans la participation active et des femmes et des filles. Elles doivent être pleinement impliquées non seulement durant le processus de dialogue démocratique, mais également en amont, durant les phases de préparation et de consolidation. Néanmoins reconnaissant que les besoins des femmes, des filles, des garçons et des hommes dans les situations de conflit et post-conflit sont différents. A travers les activités de stabilisation, la stratégie vise à assurer que les besoins spécifiques de ces différents groupes sont adressés par une approche participative, inclusive et par une démarche ascendante. Ce projet met en évidence les nombreux obstacles existant pour la participation des femmes et des filles dans la prévention, la résolution et la récupération post-conflit, et vise à ce que les femmes et les filles jouent un rôle important dans l'identification des causes du conflit ainsi que dans la création de solutions durables pour leurs communautés en s'engageant activement dans la prise de décision et les processus politiques. De la même manière, l'intégration des questions liées au genre dans ce projet souligne que les femmes, les filles, les garçons et les hommes ne sont pas un groupe</p>	



	<p>homogène et permet de prendre en considération leurs divers spécificités tels que leurs âges, leurs niveaux socio-économiques, leur situation de handicap, leur groupe ethnique ou encore leur appartenance à une religion. Par la suite, le présent projet assure une attention compréhensive est accordée à l'égalité des sexes en adoptant à la fois une approche ciblée et une approche intégrée en incorporant le genre à tous les aspects du projet. La stratégie d'intervention est axée sur le renforcement de la collaboration entre les groupes des femmes, des jeunes et les autorités politico administratives afin de contribuer à l'amélioration de l'engagement des femmes dans le processus de construction de la paix.</p>
<p>Objectifs spécifiques et leurs résultats</p>	<p>OS1 : Les groupes des bénéficiaires cibles, notamment les autorités administratives, coutumières, forces de sécurité et les groupes des jeunes, femmes, leaders locaux mettent en place un cadre permanent de concertation et d'échanges et font des analyses conjointes critiques sur les questions relatives aux dynamiques des conflits dans la ville de Beni..</p> <p>Produit 1.1 : Le groupe des jeunes, de femmes, membres des structures communautaires et les organisations de la société civile sont appuyés pour améliorer leur fonctionnalité/opérationnalité et sont capables de soutenir la population dans la conduite des analyses critiques des dynamiques et solutions de conflits.</p> <p>Produit 1.2 : Des Plans d'actions communautaires conjoints sont mis en œuvre par les parties prenantes (groupe des jeunes et des femmes ; des autorités politico administratives et forces de sécurité).</p> <p>Produit 1.3 : Le comité de suivi mis en place assure l'opérationnalisation des mécanismes des dialogues démocratiques et la mise en œuvre des plans d'actions conjoints et des engagements des parties prenantes dans la ville de Beni.</p> <p>Produit 1.4: Des canaux de communication sensible aux conflits sont développés pour améliorer la relation de collaboration entre la communauté et les autorités pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la ville de Beni</p> <p>OS 2 : Les autorités politico administratives, forces de sécurité ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux améliorent leurs relations de confiance et collaborent dans le processus de construction de la paix et la bonne gouvernance sécuritaire grâce aux mécanismes formels et informels fonctionnels de redevabilité.</p> <p>Produit 2.1 : Des mécanismes formels et informels de redevabilité fonctionnels sont mis en place pour faciliter une communication non violente et la collaboration entre autorités et populations (groupes des jeunes, des femmes, les organisations de la société civile, les structures de paix et les autorités administratives, politiques influenceurs et forces de sécurité) renforçant responsabilité et la culture de redevabilité des uns envers les autres.</p> <p>OS3. Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les</p>



	<p>inégalités sociales.</p> <p>Produit 3.1 les groupes des femmes redynamisés et renforcés, développent et mettent en œuvre des plans d'action issues de leurs analyses régulières, ce qui renforce leur participation dans le processus de prise des décisions, de stabilisation et de consolidation de la paix.</p> <p>Produit.3.2: Les autorités politico administratives et d'autres leaders locaux adoptent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes dans la promotion des droits des femmes.</p>
<p>Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge, direct, indirect) :</p>	<p>1. BENEFICIAIRES DIRECTES</p> <p>Le projet va se focaliser sur les groupes des jeunes actifs dans les communes de Beni, en particulier les groupes de pression, les conseils communaux des jeunes ainsi que d'autres groupes des jeunes leaders.</p> <p>Les groupes des bénéficiaires directs sont repartis de la manière suivante :</p> <p>A. Groupes des jeunes :</p> <p>Les formations toucheront plus ou moins 200 jeunes identifiés dans les communes. Ces groupes restreints des jeunes formées auront pour missions d'étendre les acquis de formations aux autres jeunes (multiplicateurs).</p> <p>Pour les activités de dialogues démocratiques toucheront, les bénéficiaires directs sont estimés à plus ou moins 400 personnes 180 femmes. Ces dernières seront appuyées dans la mise en œuvre des plans d'actions conjoints dans les 4 communes de Beni.</p> <p>Les bénéficiaires directs des activités interactives, comme les forums sont estimés à plus 2500 personnes (1500 femmes).</p> <p>B. Groupes de femmes</p> <p>4 groupes des femmes composés de plus ou moins 4500 femmes bénéficieront des activités du projet.</p> <p>C. Groupes des autorités politico administratives et forces de sécurité</p> <p>Cette catégorie renferme :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Le maire de la ville, son équipe de travail, ses services techniques, les 4 bourgmestres des communes, les cadres de base (chefs de quartiers, avenues. b) Les groupes des 50 à 60 politiciens influenceurs membres des partis politiques, c) Les ministres clés de tutelles comme les ministères provinciaux de l'intérieur, genre, jeunesse et du Plan d) Les députés nationaux et provinciaux élus de Beni e) Un groupe de 50 commandants des unités des FARDC et de la Police. <p>2. BENEFICIAIRES INDIRECTS</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Les jeunes de la ville de Beni estimée a plus ou moins



	<p>467364</p> <p>b. Les femmes de la ville de Beni,</p> <p>c. La population de la ville de Beni estimée a plus ou moins 794620</p>
--	--

II. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

a) Analyse des dynamiques de conflit et enjeux de stabilisation (maximum 3 pages).

Depuis plus de deux décennies, la République Démocratique du Congo en général et la province du Nord Kivu en particulier subissent un cycle de violence caractérisé par le déplacement massif des populations, des pertes en vies humaines et les crises économiques. Le territoire de Beni reste affecté par les dynamiques de conflits et l'épidémie du virus Ebola qui ont eu plusieurs conséquences sur les relations de confiance et de collaboration entre les populations, les autorités politico administratives et les forces de sécurité d'une part et de graves violations des droits humains, notamment des atrocités sur les populations civiles d'autre part. Il faut mentionner que des dynamiques de conflits accompagnées des massacres des populations ont plongé cette partie du pays dans une situation économique déplorable ; les mouvements des populations des zones insécurisées vers les zones généralement urbaines ont affecté les secteurs productifs, en particulier le secteur agricole et l'élevage, qui ont vu leur production baisser drastiquement. Entre temps, le contexte politique est resté dominé par des divergences politiciennes qui n'ont pas permis aux différents acteurs de s'accorder sur des questions d'intérêt public répondant aux attentes des populations.

Les dynamiques de conflits qui déstabilisent jusqu'à ce jour le territoire de Beni sont liées à l'activisme des groupes armés, en particulier les *rebelles* ADF, **Allied Democratic Forces**, « Forces démocratiques alliées », un groupe armé ougandais qui regroupait des mouvements d'opposition au pouvoir de Kampala, essentiellement composé d'islamistes du mouvement tabligh³ (en français, Association pour la prédication. Tabligh, est une société de prédication musulmane revivaliste). D'après certains analystes, les hommes de l'ADF ont, depuis plusieurs années, abandonné les actions contre leur pays d'origine en faveur des attaques contre les populations du territoire de Beni. D'autres analystes ont indiqué qu'il est malheureusement difficile non seulement de déterminer qui « tue à Beni » et d'épingler les vraies causes de ces atrocités d'un groupe armé étranger sur une population sans défenses⁴. En effet, très peu des sources fiables ont abordé la question. Ni la justice congolaise ni les forces de sécurité congolaises n'ont démontré qui sont les vrais auteurs des atrocités contre les populations du territoire et de la ville de Beni. Tous partent des suppositions et présomptions en parlant des acteurs et des tueurs. Les populations, en particulier les jeunes affectés et découragés se retrouvent abandonnés à leur triste sort. Ces jeunes gens sont aujourd'hui animés par le souci de trouver des solutions aux conflits interminables qui ont déstabilisé, pendant plusieurs années, leurs communautés respectives et se retrouvent impliqués/engagés dans le cycle des violences. Ainsi, plusieurs cas de justice populaire ont été rapportés alors que de nouveaux mouvements armés

³ Wikipédia, encyclopédie libre

⁴ Pole Institute, Beni, l'enfer vécu par les oubliés de la terre, Regard Croisé, N33, bulletin trimestriel, 2018, p11 et Groupe d'étude sur le Congo, Qui sont les tueurs de Beni, Rapport d'enquêtes, Mars 2016



constitués des jeunes locaux communément appelés « *Mai-Mai* Yira » sont devenus actifs dans la zone de Beni et de Butembo. Malheureusement, ils n'ont pas contribué à la stabilisation et à la réduction des atrocités contre les populations dans le territoire de Beni.

Le paysage des acteurs aux dynamiques des conflits dans le territoire de Beni reprend en effet, les présumés membres de l'ADF, les mouvements ou groupes armés locaux et nationaux dits *Mai-Mai*. Les forces de sécurité congolaises et la mission d'observation des Nations unies et de stabilisation au Congo (MONUSCO) qui possède une base importante collaborent dans les opérations militaires pour freiner les capacités de nuisance de ces groupes armés. Certaines autorités coutumières et politico administratives, certains politiciens ou leaders politiques et certains opérateurs économiques de la région ont été cités parmi les collaborateurs des GA. Certains jeunes membres des mouvements d'autodéfense se sont activés pour faire face à l'activisme et atrocités des ADF. Les rumeurs, les préjugés deviennent de plus alimentés compte tenu du déficit de communication entre les autorité politico administrative et sécuritaire et la population de la ville de Beni, mais aussi de l'implication des acteurs locaux dans le renforcement des capacités de nuisance des groupes armés qui s'attaquent aux populations sans défense. C'est dans ce contexte que les relations de confiance entre les populations et les autorités semblent être affectées, ce qui continue d'entretenir une confusion sur les questions sécuritaires et la flambée de la violence qui s'y est ajouter. La situation actuelle est caractérisée par des soulèvements de la population contre les ONGI en général et la MONUSCO en particulier, sur base des accusations fondées sur un déficit de communication autour des opérations militaires et les stratégies de protections des civils. Malheureusement, ces mouvements de revendication des jeunes non seulement se sont étendus sur d'autres agglomérations à forte pression démographique, entre autres sur la ville de Butembo et Goma mais aussi ces mouvements semblent avoir donné l'occasion aux groupes armés qui s'attaquent aux populations d'intensifier leurs attaques simultanément à ces actions de revendication.

D'où l'importance de se focaliser sur la gestion de cette crise de confiance et le déficit de communication entre les jeunes et les autorités afin de mettre en échec la stratégie de division utilisée par les *diviseurs*.

Les dynamiques de conflits et les épisodes de violence que connaît la zone ont sensiblement affecté la résilience économique des populations vivant dans la région de Beni et particulièrement, celle des femmes et des jeunes. Les groupes des jeunes du territoire et de la ville de Beni apparaissent comme une proie facile face à la manipulation politicienne du fait de l'insuffisance des alternatives professionnelles. D'autres jeunes qui se débrouillent pour développer des activités pour leur autonomisation économique sont heurtés à une fiscalité asphyxiante. Ce facteur fait partie intégrante des causes de tension entre les autorités politico administratives, militaires et policières, et les jeunes ce qui poussent ces derniers à développer des mécanismes d'autodéfense et de résilience qu'ils traduisent en termes de résistance face aux actions gouvernementales pouvant déboucher sur la violence ou la fraude. D'autres jeunes auraient peur de s'éloigner du centre-ville pour aller travailler dans les champs pour ne pas être accusés d'être de connivence avec les ADF ou les groupes *Mai-Mai*. Ces accusations contre les jeunes sont généralement faites par les forces de sécurité. Ainsi, les familles qui vivaient de l'agriculture ne peuvent plus exploiter leurs champs situés dans le territoire.

Il faut noter que parmi les questions qui nécessitent une attention particulière figure les rapports inégaux entre les hommes et les femmes, la faible représentativité des femmes et des jeunes, dans les instances de prise de décision et dans les organes importants de la société. Plusieurs femmes ont été particulièrement victimes des inégalités. D'une part, elles sont appelées à travailler dur pour la survie



de leurs familles dans cet environnement très instable, d'autre part, elles sont victimes de divers actes violents dans les milieux où elles devraient travailler et vivre paisiblement. Ces inégalités affectent directement leur participation dans le processus de construction de la paix qui anéantissent leur esprit d'initiative pour leur intégration socioéconomique. Les femmes sont ainsi tombées dans le désespoir au point qu'elles éprouvent des difficultés à s'impliquer dans le processus de prise de décision ou d'engagement des échanges constructifs avec les autorités. De ce fait, elles se considèrent comme *des laissées pour compte*. Bien plus, les femmes vivent dans un contexte culturel qui les placent dans une position de dominées par rapport aux hommes. La promotion de la participation de la femme à tous les niveaux décisionnels devrait donc être une priorité dans une société déchirée par les conflits violents depuis plusieurs années.

Le fait que les femmes soient considérées culturellement comme symbole de la famille, du moment où elles continuent à être victimes de viols, les hommes vivant avec elles se sentent réduits à rien. Ce manque d'estime de soi se développe en portant un coup à la capacité des hommes et de la communauté à promouvoir et protéger la femme. L'un de ses corollaires c'est le manque de confiance entre la population et les forces de l'ordre. En plus d'être victimes des violences et des atrocités des hommes armés, les femmes sont aussi victimes des pratiques discriminatoires dans leurs communautés.

Face à l'incapacité des autorités coutumières, politico administratives, de forces de sécurité et de la communauté internationale à bien gérer les dynamiques de conflits, les atrocités et les massacres des populations de Beni depuis 2014, rumeurs, préjugés, calomnies et stéréotypes se sont vite développés et ont pris place dans le système social. Cette incapacité explique aussi la crise de confiance et de collaboration observée entre les populations, les autorités coutumières, politico administratives et les forces de sécurité. Les populations locales, en particulier les jeunes, accusent certaines autorités et des membres des forces de sécurité d'être la base de la mauvaise gouvernance sécuritaire et des dynamiques de conflits qui concourent aux massacres des populations. Les autorités, quant à elles, accusent les jeunes et d'autres leaders locaux d'être complices de ces atrocités. Ainsi, les relations entre les autorités et la population restent tendues, la communication déficiente, le mécanisme de redevabilité s'étouffe et les groupes armés en profitent pour renforcer leur activisme. L'insécurité se pérennise et les dynamiques de conflits se propagent dans la région. Il faut noter que les membres des groupes armés, actifs dans le territoire de Beni, arrivent stratégiquement à diviser, grâce à leur mode opératoire, les populations des autorités et des forces de sécurité et renforcent en même temps leurs capacités de nuisance.

Il faut cependant noter une certaine lueur d'espoir. Les communautés locales sont jadis disposées à discuter entre elles, et avec les autorités pour trouver des solutions durables à leurs solutions. Ceci est conforté par différents processus de dialogue qui ont été récemment organisés dans la zone. Ce travail reste donc à renforcer, en faisant du dialogue démocratique un processus plus inclusif qui essaie d'intégrer tous les acteurs qui sont ont été victimes ou acteurs des événements malheureux qui endeuillent cette partie du pays. Ce cadre fédérateur permanent devra être renforcé dans toutes les communes de la ville de Beni afin de capitaliser les efforts conjugués de tous les acteurs.

Eu égard à ce qui précède, les dynamiques des conflits qui ont été à la base des pertes importantes en vies humaines sont à la base des crises de confiance et de l'insuffisance de la collaboration entre les autorités et les populations dans la ville Beni. Le déficit communicationnel, l'inexistence des mécanismes de dialogue et d'un cadre permanent renforçant la redevabilité des autorités face aux



administrés constituent une autre série de causes qui expliquent le faible rapprochement entre les autorités et la population, en particulier les mouvements des jeunes, des femmes et les groupes des leaders locaux en ville de Beni.

Les facteurs ayant affecté les relations de confiance et de collaboration entre les autorités et les populations sont nombreux et diversifiés :

- Le mode opératoire des groupes armés, qui se sont attaqués aux populations sans défense afin que ces dernières mettent une pression sur les autorités et les forces de sécurité et perdent confiance en elles ;
- Les faibles mécanismes de communication (canaux de communication) afin de renforcer le mécanisme de redevabilité et de collaboration, la bonne gouvernance sécuritaire est à la base de la crise de confiance qui se manifeste aujourd'hui et de la recrudescence des violences et atrocités contre les populations.

En conséquent, *du point de vue culturel*, les membres des communautés en particulier les jeunes et les femmes réputés depuis longtemps comme non violents, se sont engagées dans ces mouvements de violence mentionnées ci-haut sans analyse critique préalable et sans sens de responsabilité et humanité dans leurs mouvements de revendication de la paix et sécurité.

Du point de vue politique, les mouvements de violences et la cacophonie ayant conduit à celles-ci, semblent être récupérées et manipulées par les politiciens à la recherche d'un positionnement politique. Ainsi, cela a accentué le déficit de confiance entre les structures des jeunes, des femmes et les autorités administratives et coutumières d'une part et les préjugés, les rumeurs, facteurs de division ont pris place dans leur relation de collaboration d'autre part.

Du point de vue économique, l'on observe la paralysie des opérations économiques et l'interruption des trafics des activités économiques entre les points d'entrées stratégique transfrontaliers dus au mode opératoire des assaillants impliqués dans l'insécurité dans le territoire de Beni et la difficulté des populations vivant dans la ville de Beni d'accéder à leurs champs localisés dans les localités affectées par l'insécurité et contribuant au relèvement économique.

Eu égard à la recrudescence des dynamiques des conflits ayant entraîné des massacres des populations, le Chef de l'Etat de la RDC a, par ordonnance présidentielle, décrété l'Etat de siège depuis 6 mai 2021 dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, deux provinces de l'Est de la République démocratique du Congo en proie à d'interminables violences. Le dispositif prévu pour un mois renouvelable devrait être reconduit. Cette mesure implique le changement des autorités administratives par les officiers militaires et policiers et aussi la suspension pendant cette période des activités des assemblées provinciales. Ces nouvelles mesures constituent une opportunité pour le projet de collaborer à la fois avec les autorités militaires et policières d'une part et les autorités politico administratives et forces de sécurité d'autres part dans la mise en œuvre des solutions à la gouvernance sécuritaire, la protection des civiles et la stabilisation de la ville de Beni. Car, dans ses multiples discours, le Chef de l'Etat de la RDC a toujours mentionné « les questions relatives à la paix et à la sécurité nationale » parmi ses priorités. Les activités d'engagement politiques des toutes les autorités et de dialogue démocratique seront séquencées dans le plan de travail afin de se rassurer d'impliquer et de travailler avec toutes les autorités et d'assurer la continuité de la mise en œuvre des engagements des toutes les parties prenantes. Il est impérieux de se focaliser sur la mobilisation des acteurs politiques, les autorités de prise de décision et d'autres influenceurs politiques. Cette mobilisation passerait par l'organisation des rencontres formelles et informelles en bilatérales par l'équipe du projet d'une part et par les représentants des groupes des jeunes et des femmes d'autre part et leur participation dans les mécanismes de suivi, en particulier dans les comités mis en place à



l'issu des dialogues dans le cadre de l'a mise en œuvre des plans d'actions et de suivi des engagements de toutes les parties prenantes.

Il faut mentionner qu'il existe des capacités et des dynamiques locales des jeunes pour la paix dans le territoire de Beni qui sont importantes pour la construction de la paix et la prévention des conflits. Le projet *Vijana Wenye Nguvu Kwa Amani* exécuté par Pole Institute en Consortium avec DRC et SOFEPADI a été un bon début de mobilisation des jeunes autour des activités de consolidation de la paix et a posé de base solide sur le travail des jeunes dans le processus de dialogue démocratique dans la zone. Des groupes de jeunes existants nécessitent d'être appuyés et orientés afin qu'ils se rapprochent des autorités pour renforcer les mécanismes de redevabilité. La collaboration et le renforcement de l'implication dans le dialogue démocratique des organisations des femmes et autres organisations de la société civile constituent également des enjeux et opportunités de stabilisation de la zone prioritaire de Beni. Au sein des forces de sécurité congolaises existe le Service d'Education Civique patriotique et d'Actions Sociales sur lequel il est possible de s'appuyer pour faciliter la communication et renforcer la collaboration entre les forces de l'ordre et les populations locales pour améliorer la bonne gouvernance sécuritaire. Ceci implique un dialogue permanent et le recours aux canaux de communication existant pour faciliter les interactions entre les forces de sécurité et les populations.

b) Approche Do no Harm

Dans la mise en œuvre de ses projets, Pole Institute intègre toujours l'approche de la sensibilité aux conflits en évitant que ses activités ne créent et/ou n'exacerbent de tensions dans les zones d'intervention. Cette approche est intégrée dans toutes les phases de conception et mise en œuvre, suivi et évaluation des activités du projet. Pole Institute et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH se rassureront d'être sensibles aux conflits à travers la mise en œuvre de ce projet en évitant des actions, des attitudes pouvant être à la base d'autres conflits ayant de liens avec les interventions planifiées. Le principe de neutralité caractérisera les facilitateurs membres du consortium.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre des activités de ce projet, le processus d'identification des bénéficiaires devra être très participatif dans la mesure où toutes les parties prenantes, notamment les structures des jeunes, des femmes et les autorités politico administratives participeront à ce processus. Avec l'afflux des acteurs humanitaires dans le territoire de Beni, il a été rapporté des divergences et conflits liés au recrutement des équipes du projet. Le processus de recrutement de l'équipe du projet tiendra compte de ce contexte en commençant par afficher et publier tous les appels d'offres d'emploi dans toute la ville de Beni afin de permettre aux jeunes diplômés à la recherche de l'emploi de participer à ce processus. Non seulement les dépouillements se feront localement mais aussi les tests seront organisés dans les lieux surs et sécurisés ouverts à tous les candidats retenus. Le panel de recrutement aura également pour mission spécifique de mitiger et prévenir les conflits et promouvoir l'Egalite de chance en conformité avec la politique de Pole Institute de *Gestion des Plainte et de redevabilité*. Compte tenu du nombre réduit de l'équipe du projet, Pole Institute mettra en œuvre ce projet en collaboration avec les organisations de la Société Civile, en particulier les Conseils Communaux de la Jeunesse et la coordination urbaine de la Société Civile, les groupes de pression d'une part et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH, une Organisation locale de la société civile de Beni ayant été soumise, parmi tant d'autres, à une analyse institutionnelle pour se rassurer de son efficacité dans à la fois dans les contrôles financiers internes solides et son expérience dans le dialogue démocratique et prévention des conflits d'autre part. Ceci afin de pouvoir réussir sur le plan opérationnel, programmatique et politique.



L'analyse institutionnelle des Organisations locales potentielles partenaires de ce projet constitue une des stratégies de Pole Institute de prévention des conflits liés au processus de sélection des partenaires de mise en œuvre.

La stratégie d'intervention elle-même sera sensible aux conflits car elle implique toutes les parties prenantes, les jeunes, les femmes, les leaders locaux de trouver et de mettre en œuvre des solutions durables aux conflits majeurs identifiés dans les communes et la ville de Beni. Les conseils communaux de la jeunesse ainsi que les autres structures à base communautaire existantes joueront un rôle prépondérant dans la mitigation et la prévention des conflits en se basant sur les analyses régulières et participatives du contexte et des dynamiques des conflits. Toutes leurs contributions font partie intégrante de l'approche Do No Harm du fait qu'elles incite toutes les parties prenantes à améliorer et renforcer leur participation dans le processus de stabilisation et paix de la ville en particulier et territoire de Beni en général.

Le contexte de Beni, nécessite une équipe du projet engagée, neutre et constituée des personnes sensibles aux conflits et au genre et respectueuses des droits humains. Les politiques de Pole Institute relatives à la lutte contre tous les comportements susceptibles exacerber de tensions seront vulgariser en faveur des équipes du projet de Pole Institute et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH. En l'occurrence la politique Pole Institute de lutte contre les violences sexuelles dans les zones du programme, la politique de lutte contre le conflit d'intérêt et tant d'autres feront l'objet des formations d'induction pour l'équipe du projet.

Afin de garder la neutralité, l'équipe des membres du consortium travaillera en étroite collaboration avec d'autres acteurs locaux afin de faciliter les rencontres et d'élucider des questions divergentes. Ainsi, tous les actes produits à l'issus des rencontres de dialogue démocratique en plus d'être signés par les parties prenantes et les acteurs locaux rendront responsables les signataires et les intervenants. Il sied également que les participants, les groupes des bénéficiaires cibles seront identifiés sans aucune discrimination et seront traités dans le respect du principe d'égalité.



III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

Notre stratégie d'intervention va se focaliser sur la mise en place et le renforcement des mécanismes de dialogue démocratique et de communication pour une construction conjointe de la paix et de prévention des conflits dans la ville de Beni. Ceci passe par le renforcement des capacités des structures à base communautaires, les groupes des jeunes et femmes et les leaders locaux afin que ces derniers améliorent leur implication dans le processus de stabilisation de la partie Est de la RDC en général et de la ville de Beni en particulier et à faire et avoir des analyses et pensées critiques. Les interventions en guise de réponse à ce contexte se focaliseront sur *d'une part*, le renforcement des relations de confiance entre les populations, en particulier les groupes des jeunes, des femmes, les OSC et les autorités administratives et les forces de sécurité congolaises. Ceci implique la lutte contre la généralisation et l'impunité, le renforcement de l'autorité de l'Etat, le renforcement de l'amélioration de la communication entre les populations et les autorités, de la bonne gouvernance sécuritaire (cadre de concertation permanente), ... qui sont des grands facteurs des dynamiques des conflits dans la ville de Beni et *d'autre part*, elles seront centrées sur le renforcement des mécanismes locaux, formels et informels de redevabilité qui permettront aux autorités administratives, judiciaires, militaires et policières de rendre compte en répondant aux attentes spécifiques des populations et aux populations de développer des mécanismes non-violents d'exiger la redevabilité. Pole Institute a accompagné les groupes des jeunes de la ville de Goma dans l'organisation des dialogues citoyens depuis plusieurs années en vue de renforcer le mécanismes formels et informel de redevabilité. Il sied d'indiquer que les expériences et succès de ce travail seront dupliqués sur la zone de Beni. Ceci implique le recours et mise en place des canaux de communication et des espaces de dialogue entre les populations, les forces de sécurité et les autorités qui aboutiront au développement des plans conjoints de bonne gouvernance sécuritaire, de construction de la paix tenant compte des besoins spécifiques de protection des populations victimes des atrocités des Groupes Armés. *Et enfin*, la lutte contre les inégalités et le renforcement de la participation des femmes et des jeunes dans le processus de prise de décision, de construction de la paix et la stabilisation de Beni devra se focaliser sur l'accompagnement des initiatives des femmes promouvant leur collaboration avec les leaders locaux, les autorités politico administratives, militaires et policières, la représentativité de la femme dans les organes de prise de décision à l'instar des espaces de dialogue démocratique et le renforcement des capacités des groupes de femmes à mener des actions de plaidoyers et engagement avec les décideurs.

L'expérience de Pole Institute dans la mobilisation et capacitation des groupes des jeunes et des femmes et la conduite des dialogues démocratique sera mise en profit pour ce projet. Cette expérience consiste à la capacitation des groupes des jeunes et des femmes à travers un processus à long terme de formation via son outil de formation Université Alternative. Les dialogues citoyens et intergénérationnels seront organisés dans le cadre de ce projet afin de renforcer les interactions constructives entre les jeunes, les femmes, les leaders locaux et les autorités. Pour renforcer l'engagement politique des femmes, la stratégie de ce projet est basée sur la mise en place d'un cadre permanent de concertation qui permettra aux femmes d'engager des échanges constructifs avec les hommes leaders locaux, les autorités et les forces de sécurité congolaises.

L'attention sera focalisée sur les groupes des jeunes, des femmes et les autorités administratives et force de sécurité de la République Démocratique du Congo pour renforcer les mécanismes de dialogue et de renforcement de relation de confiance et de collaboration entre ces derniers.

La stratégie de travail avec les jeunes se résume sur la capacitation, l'amélioration de la participation des jeunes, des femmes et leaders communautaires locaux dans le processus de construction de la



paix et prévention des conflits, la conduite des analyses critiques et actions de plaidoyer non-violentes.

La stratégie de médiation pour la réduction de tensions entre les populations et les autorités se focalise sur le renforcement et l'opérationnalisation des mécanismes permanents des dialogues, échanges, du processus de réconciliation entre les acteurs clés notamment les groupes formels et informels des jeunes et des femmes, les Organisations de la Société Civile, les autorités administratives et forces de sécurité Congolaises. (Dialogue avec les groupes impliqués dans les conflits, cahiers de charge et engagements des parties prenantes utilisées pour engager les autres acteurs dans le processus de construction de la paix et de prévention des conflits).

La stratégie de communication et plaidoyer de Pole Institute s'appuie beaucoup plus sur la promotion et renforcement des interactions constructives entre les autorités, en particulier les groupes des jeunes, des femmes et les autorités administratives et forces de sécurité pour la bonne gouvernance, la sécurité et la prévention des conflits. Collaboration avec un réseau des radios communautaires qui diffusent les messages de promotion de la cohésion sociales, de prévention des conflits, de lutte contre la désinformation, les rumeurs, préjugés et facilitent l'accès à l'information fiable et diffusent également les résultats des engagements de toutes les communautés à faire la paix. Cette stratégie et les outils développés par Pole Institute seront utilisés pour la réussite de la logique d'interventions de ce projet.

Pole Institute va travailler en étroite collaboration avec L'ONG nationale Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH, une des Organisations très engagées dans la promotion de la paix et des droits de la femme. Les autres OSC, les groupes de pression ainsi les 4 Conseils Communaux de la Jeunesse feront parties intégrantes des partenaires de mise en œuvre et d'implémentation des interventions de ce projet. Les méthodologies du consortium s'appuient sur les capacités et connaissances des partenaires, du cadre méthodologique de Pole Institute défini pour son programme de consolidation de la paix et prévention des conflits, tout en étant adapté de manière holistique et sensible au contexte, et renforcé par les compétences des partenaires d'exécution. Les actions commencent habituellement avec l'analyse approfondie du conflit (y compris une cartographie des acteurs) pour une mise en œuvre effective des activités et assurer le principe de ne pas nuire. Cela signifie un engagement avec la population ainsi que les autorités locales dans les zones d'intervention sélectionnées, un processus d'entrée dans les nouvelles communautés, des bases de référence et des évaluations initiales, l'établissement de la confiance et d'une communication transparente. L'acceptation des communautés et l'implication des personnes directement affectées par les conflits dans l'articulation d'une vision collective pour la paix et la recherche de solutions sont, en effet, une condition préalable essentielle.

La proximité et la présence régulière des équipes de travail du consortium sont primordiales pour la réussite de la mise en œuvre de ce projet. Pole Institute et ses partenaires sont présents dans le territoire de Beni grâce à la mise en œuvre du Projet Vijana *wenye nguvu kwa amani* : jeunes outillés pour la paix », financé par UNPBF et exécuté dans la ville de Beni en collaboration avec DRC et SOFEPADI.

Pour nous résumer, basées sur la longue expérience de Pole Institute et Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains, APCDDH, la mise en œuvre de ce projet va s'appuyer sur :



- Une **stratégie communautaire** basée sur notre conviction que les initiatives communautaires représentent les solutions les plus prometteuses aux problèmes qui sévissent dans cette partie du pays. Cette stratégie sera axée sur l'accompagnement des jeunes et la consultation permanente des Conseils de Jeunesse, ainsi que les consultations entre groupes des jeune et l'administration et classe politique.

Une **stratégie d'engagement politique** basée sur la conviction que le travail communautaire doit être soutenu par un travail de plaidoyer dans la sphère politique où les décisions politiques les plus importantes sont prises. Le travail avec les groupes de pressions (jeunes et femmes), les députés et les autorités politico administrative consistera à organiser plusieurs interactions et consultation permettant d'améliorer leurs relations de collaboration dans le processus de stabilisation, construction de la paix et prévention des conflits. Grace à ces interactions, le projet mettra en place un système d'encrage qui permettra à toutes les parties prenantes, notamment les autorités urbaines, provinciales et nationales ainsi que les groupes des jeunes et des femmes et leaders locaux de communiquer permanemment sur les besoins spécifiques de sécurité, de paix et de stabilisation dans la zone de Beni. Afin de se rassurer de la bonne continuité de la mise en œuvre des activités de dialogue démocratique et l'exécution des engagements de toutes les parties prenantes, particuliers des autorités, les activités seront séquencées dans le plan de travail. La stratégie de séquençage permettra de collaborer et d'avoir des engagements politiques des nouvelles autorités militaires et policières pendant la période de l'Etat de siège et ceux des autorités politico administratives pendant et après l'Etat de siège.

L'engagement politique consiste pour ce projet, d'une part à promouvoir des rencontres et interactions fructueuses entre les autorités administratives, forces de sécurité, les influenceurs politiques, leaders locaux et la population, en particuliers les groupes des jeunes (groupes de pression et d'autres structures des jeunes), les groupes des femmes et membres des organisations de la sociétés civiles de la ville de Beni et d'autre part, à avoir les engagements exécutés de bonne foi des uns et des autres pour la consolidation de la paix, la stabilisation et la prévention des conflits dans la ville de Beni.

- Une **stratégie axée sur le genre**, qui porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et insiste sur le fait que l'intégration des femmes dans le processus décisionnel, et sur l'égalité des genres à tous les niveaux doit être une priorité pour espérer une amélioration de la gouvernance et l'atténuation des conflits.
- Une **stratégie axée sur la gouvernance**, qui suppose une amélioration de la transparence et de la redevabilité des autorités
- Une **stratégie axée sur la communication** dont l'objectif est l'amélioration de la communication entre populations et autorités. Il est clairement établi que le manque de communication ou la mauvaise communication entre ces deux groupes est à la base du déficit de confiance entre eux.

Liens avec la stratégie ISSSS / la Stratégie Provinciale de Stabilisation, de son Plan d'Action Provincial de Stabilisation (SPS/PAPS)



Ce projet est conçu pour être étroitement lié à la stratégie de l'ISSSS, en particulier les piliers 4 « Retour, Réintégration et Relance socioéconomique », 5 « Femme, Paix et Sécurité » et 1 « Dialogue Démocratique ». Ses deux objectifs spécifiques sont directement modelés sur les sous-objectifs de l'ISSSS tels que définis dans l'AAP, et la stratégie du projet s'appuie sur l'analyse de l'AAP comme base d'intervention. Les activités et les OS proposées par le consortium sont étroitement liées aux priorités définies dans la SPS, et leurs liens avec les dynamiques de conflits sont mis en évidence ci-dessous. Pole Institute et APCDDH, notamment les OSC, les Conseils Communaux de la Jeunesse, les Organisations Féminines et les autorités administratives, coutumières s'engagent à assurer une stratégie harmonisée et incorporeront la possibilité d'adapter et de réviser le projet en fonction de l'évolution du contexte et en conversation avec le FCS/UAS si nécessaire.

Nous nous proposons de focaliser la mise en œuvre de ce projet sur le renforcement et amélioration des relations de confiance et de collaboration entre les autorités, les groupes des femmes et des jeunes d'une part et de la culture de redevabilité et la participation des femmes dans les processus de consolidation de la paix, prévention des conflits et de prise de décision, d'autre part à travers l'accompagnement du processus de Dialogue Démocratique. De cette manière, le projet contribuera d'une part au renforcement des relations de confiance et de collaboration entre les jeunes, les femmes et les autorités à tous les niveaux, et à l'amélioration des perceptions des autorités vis-à-vis des jeunes et vice versa. Les activités sont centrées sur l'ancrage de la dynamique de dialogue démocratique déjà amorcée au sein des communautés qui va permettre à toutes les parties prenantes du processus de consolidation de la paix et de prévention des conflits de se rencontrer afin de discuter sur les approches de renforcement de la paix durable dans leurs communautés affectées par les conflits. S'appuyant sur les acquis des projets en cours et précédents de stabilisation, le cadre d'interventions de ce projet s'articule autour :

Contribuer à l'amélioration des relations de confiance et de collaboration dans le processus de construction de la paix, la prévention de conflits et de stabilisation de la ville de Beni. Grâce aux activités du projet, les groupes des jeunes, des femmes ainsi que les autorités politico administratives et coutumières auront des espaces permanents à travers lesquels ils auront à échanger en toute confiance et à mettre en place des stratégies de prévention des conflits les opposant.

Renforcement de l'Engagement des jeunes et des femmes dans le processus de stabilisation. Engagement et participation des femmes dans le processus de stabilisation et de prise de décision. Les activités du projet vont permettre aux groupes de femmes de développer des activités d'interaction avec les autorités, force de sécurité et leaders locaux afin qu'elles soient capables de participer à toutes les phases de stabilisation et qu'elles améliorent leur leadership. Les groupes de femmes appuyés auront des opportunités de dialoguer avec les autorités au niveau local, provincial et national dans le but de leur soumettre leurs besoins spécifiques de protection et de solutions adéquates. Les activités de plaidoyer menées par les femmes auprès des autorités visent à la prise de décisions favorables à la cohésion sociale et la prévention des conflits dans les zones prioritaires du projet.

Engagement des autorités et leaders locaux au niveau local, provincial et national. Les membres des communautés travailleront en étroite collaboration avec les autorités à tous les niveaux afin de mettre en place des canaux de communication et d'échanges autour de la problématique des dynamiques de conflits liées aux groupes armés. Le projet travaillera sur le renforcement des relations de confiance entre les jeunes, les femmes, les leaders locaux, les autorités administratives, les forces de sécurité afin que tous conjuguent ensemble les efforts pour la stabilisation des communautés et le



renforcement de la protection des populations civiles en général et des jeunes à risque, femmes en particulier contre la violence des groupes armés.

Pour rendre opérationnel cette stratégie d'intervention, le projet renforcera l'implication et la participation de tous les acteurs et parties prenantes de la stabilisation et construction de la paix (Bottom-Up Policy Engagement and Participation Plus). Le programme part de l'hypothèse de base que les personnes, notamment les jeunes, les jeunes à risque, les groupes de femmes ainsi que d'autres membres des communautés affectées par les conflits liés aux groupes armés doivent avoir leur mot à dire sur la formulation et mise en œuvre des solutions. Par conséquent, une approche ascendante est cruciale, et elle s'appuiera sur les capacités locales pour la paix existante au niveau local (structures de médiation des conflits). L'inclusion sera renforcée par un soutien supplémentaire aux femmes, aux jeunes, aux populations affectées par l'activisme des Groupes Armés dans le territoire de Beni. Grâce à cet ancrage à la base, là où les problématiques des dynamiques de conflits sont vécus, le programme établit ensuite des relations à plusieurs échelles : aux niveaux local, provincial, national et régional. La participation va au-delà de la participation individuelle à court terme aux activités du projet, mais comprend un engagement significatif et à long terme. Pour ce faire, les capacités des autorités à interagir avec leurs interlocuteurs, notamment les populations locales, les groupes des jeunes et des femmes, à les écouter et à les comprendre seront renforcées, de même que les capacités des citoyens à interagir avec leurs interlocuteurs, à les écouter et à les comprendre, qu'il s'agisse d'autorités formelles ou informelles ou d'acteurs du secteur privé. Cela est substantiel pour assurer une bonne communication et l'établissement de relations entre les parties prenantes prises dans leur diversité et hétérogénéité.

Pour la durabilité des interventions de ce projet, le consortium Pole Institute va collaborer avec la Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification, CPAP, afin de renforcer l'implication des structures locales de prévention et résolution des conflits dans la ville de Beni.

A) Stratégie d'intervention et opérationnalisation globale (4 pages)

1. Théorie de changement global

Si les populations, en particuliers les groupes des jeunes, des femmes, les Organisations de la Société Civile et les autorités (administratives, coutumières, forces de sécurité congolaise) sont capacités et accompagnées à dialoguer, à faire des analyses conjointes critiques et à mettre en place un cadre permanent de concertation et d'échanges, **pour qu'**ils soient capables de communiquer, de dialoguer en toute confiance sur les questions spécifiques de bonne gouvernance sécuritaire et économique et mettre conjointement en œuvre les solutions aux dynamiques des conflits et à la protection des population de la ville de Beni, la confiance sera restaurée et renforcée et les relations de collaboration dans le processus de consolidation de la paix et de stabilisation améliorées ;

Si les groupes des jeunes, des femmes, les leaders locaux, membres des OSC et les autorités administratives, forces de sécurité congolaises sont capacités en culture citoyenne et transformation sociale ; développent des solutions innovantes de suivi et que les autorités susmentionnées sont réceptives à leurs revendications non-violentes, **Pour qu'ils** améliorent leur implication dans le processus de prévention des conflits, de consolidation de la paix, et la stabilisation de la zone ; les approches formelles et informelles de redevabilité seront renforcées et les stratégies conjointes de sécurité améliorées du fait de l'implication de toutes les parties prenantes ;



Si les groupes des femmes sont redynamisés, mise en réseau, capacités et accompagnés dans la conduite des actions de bonne gouvernance facilitant leurs interactions avec les leaders locaux, autorités administratives et forces de sécurité et que ces derniers (hommes) sont favorables à leur intégration dans les espaces de prise de décisions, **pour qu'elles** soient représentées, et que leurs besoins spécifiques soient pris en compte, qu'elles améliorent leur implication et participation au processus de prise de décision, prévention des conflits, de consolidation de la paix et de stabilisation. La lutte conjointe contre les inégalités sera menée et produira des résultats dans l'amélioration des relations de collaboration entre les hommes et les femmes freinant les facteurs moteurs des tensions dans la ville de Beni ;

Alors, les interventions auront, d'une part, contribué à la réduction des facteurs moteurs directs des dynamiques de tensions entre autorités, population et acteurs politiques et d'autre part, à l'amélioration des conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme à travers un processus intégré, holistique et ciblé dans ville de Beni et ses environs.

2. Stratégie d'intervention : Notre cadre des Résultats

La stratégie d'intervention de ce projet est beaucoup plus centrée sur la mobilisation de toutes les parties prenantes afin qu'elles prennent conscience de leurs responsabilités et leur rôle incontournables à jouer dans la consolidation de la paix et la stabilisation de la ville et territoire de Beni. Le projet va se focaliser sur la conciliation, le rapprochement à travers un processus participatif de dialogue démocratique entre les acteurs clés, notamment les groupes des jeunes, des femmes, des leaders locaux, les autorités administratives (au niveau local, provinciale et national) ainsi que les membres des forces de sécurité congolaises.

Les dynamiques des conflits, la détérioration de la sécurité ainsi que la pandémie du virus Ebola dans et autour de la ville de Beni ont affecté les relations de confiance et de collaboration entre les populations et les autorités au point de créer une sorte de fossé entre eux. Le projet se focalisera sur la restauration, le renforcement de l'amélioration des relations de collaboration basées sur la confiance. Cela sera possible grâce à une multiplicité des rencontres, d'échanges constructifs qui aboutiront au développement des plans conjoints qui permettront à toutes les parties prenantes de la bonne gouvernance sécurité et de construction de la paix d'interagir et d'approfondir les réflexions conjoints mettant fin ou contribuant à l'amélioration de la protection, la sécurité des populations et réduction des dynamiques des tensions grâce aux relations améliorées entre les populations et les autorités.

Des groupes des jeunes, des femmes et des leaders locaux seront redynamisés, mis en réseau afin de qu'ils renforcent l'impact de leurs actions de plaidoyer et engagement des autorités à tous les niveaux (local, provincial et national). Le consortium va collaborer avec la Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification, CPAP dans l'accompagnement des activités de dialogue et d'engagement des structures à base communautaire de prévention et résolution des conflits.

Le cadre de résultats ci-dessous définit stratégiquement comment le projet mobilise, facilite le rapprochement, les interactions des acteurs ayant amélioré leurs relations de confiance et de collaboration et de communication pour la prévention des tensions, l'amélioration des mécanismes de protection et de sécurisation des populations civiles.

Cadre des Résultats



Objectif global

Contribuer à la réduction des facteurs moteurs directs des dynamiques de tensions entre autorités, population et acteurs politiques et à l'amélioration des conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme à travers un processus intégré, holistique et ciblé dans ville de Beni et environs.

Objectifs spécifiques

OS1 : Les groupes des bénéficiaires cibles, notamment les autorités administratives, coutumières, forces de sécurité et les groupes des jeunes, femmes, leaders locaux mettent en place un cadre permanent de concertation et d'échanges et font des analyses conjointes critiques sur les questions relatives aux dynamiques des conflits dans la ville de Beni.

Produit 1.1 : Le groupe des jeunes, de femmes, membres des structures communautaires et les organisations de la société civile sont appuyés pour améliorer leur fonctionnalité/opérationnalité et sont capables de soutenir la population dans la conduite des analyses critiques des dynamiques et solutions de conflits.

Activité 1.1.A. Organiser 2 sessions formations de 5 jours par commune en analyses critiques relatives gestion et transformation des conflits en faveur des formateurs (formations des formateurs)

Activité 1.1.B. Organiser 2 formations sur les techniques de conduite des dialogues démocratiques en faveurs des leaders des jeunes membres des conseils communaux de la Jeunesse, leaders locaux et les autorités locales.

Activité 1.1.C. Organiser 4 rencontres de mise en place d'un cadre de concertation (deux par communes) et de mise en place de 4 Comités Conjointes d'appui à la communication et de Gestion d'information (s'ils n'existent pas déjà).

Activité 1.1.D. Organiser un processus de ciblage et de redynamisation des groupes des jeunes (formels et informels) et des cellules d'animations communautaires des communes

Activité 1.1.E : Organiser 4 rencontres de dialogues démocratiques, dialogues intergénérationnels et 4 tables rondes dans les communes de la ville de Beni

Activité 1.1.F : Organiser 2 rencontres d'élaboration et ou d'actualisation du Plan Local de Développement des communes

Produit 1.2 : Des Plans d'actions communautaires conjoints sont mis en œuvre par les parties prenantes (groupe des jeunes et des femmes ; des autorités politico administratives et forces de sécurité).

Activité 1.2. A : Accompagner (subventions, coaching-appui technique, supervision) la mise en œuvre et le suivi de 4 plans d'actions et engagements (mise en œuvre des réponses) issus des dialogues Démocratiques.

Activité 1.2.B : Organiser 2 ateliers de partage d'échange d'expérience, meilleures pratiques et leçons apprises

Activité 1.2.C : Organiser 4 rencontres d'harmonisation et d'échanges des stratégies d'encrage entre le niveau local, provincial et national et de suivi des actes engagements entre les membres les comités locaux de paix et de développement et les groupes des jeunes et des femmes et les rencontres formelles et informelles en bilatéral avec les autorités et acteurs politiques renforçant l'Engagement politique.



Produit 1.3 : Le comité de suivi mis en place assure l'opérationnalisation des mécanismes des dialogues démocratiques et la mise en œuvre des plans d'actions conjoints et des engagements des parties prenantes dans la ville de Beni.

Activité 1.3.A : Appuyer l'Organisation de 2 rencontres de Mise en place d'un groupe de travail inclusif sous le leadership des autorités

Activité 1.3.B : Appuyer 4 rencontres du groupe d'évaluation, planification et concertation de travail inclusif sous le leadership des autorités

Activité 1.3.C : Accompagner (coaching, conseil technique) 8 initiatives d'interactions entre les jeunes et les autorités initiées par les membres du Comité de Suivi et les conseils communaux de la jeunesse et les quatre groupes de pression

Activité 1.3.D : Accompagnement des réunions mensuelles de suivi et évaluation du comité de suivi

Produit 1.4: Des canaux de communication sensible aux conflits sont développés pour améliorer la relation de collaboration entre la communauté et les autorités pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la ville de Beni

Activité 1.4.A : Organiser 1 session de formation sur les techniques de communication sensible aux conflits et la gestion des rumeurs et techniques de plaidoyer en faveur des membres des comités conjoints et des cellules d'animations communautaires des communes

Activité 1.4.B : Organiser 4 sessions interactives entre les groupes de pression, des jeunes, des femmes et les autorités politico administratives et forces de sécurité sur l'identifications des diviseurs, gestion constructive des rumeurs et fausses informations qui divisent.

Activité 1.4.C : Appuyer les rencontres de planification des Comités Conjoints d'appui à la communication et de Gestion d'information.

Activité 1.4.C : Organiser 10 forums et carrefours politiques de communication pour renforcer la collaboration et l'engagement politique des autorités de prise de décision et les groupes des jeunes et des femmes (un engagement horizontal et vertical).

Activité 1.4.D : Produire du contenu Radiophonique par les membres des Comités Conjoints sur les thématiques renforçant la confiance, la collaboration et la cohésion sociale et l'Egalite entre les hommes et les femmes (magazine, spot, émissions débats, feuillets radiophoniques).

OS 2 : Les autorités politico administratives, forces de sécurité ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux améliorent leurs relations de confiance et collaborent dans le processus de construction de la paix et la bonne gouvernance sécuritaire grâce aux mécanismes formels et informels fonctionnels de redevabilité.

Produit 2.1 : Des mécanismes formels et informels de redevabilité fonctionnels sont mis en place pour faciliter une communication non violente et la collaboration entre autorités et populations (groupes des jeunes, des femmes, les organisations de la société civile, les structures de paix et les autorités administratives, politiques influenceurs et forces de sécurité) renforçant responsabilité et la culture de redevabilité des uns envers les autres.

Activités 2.1.A : Organiser 10 journées de réflexion mensuelles d'identification des besoins spécifiques de protection, sécurité et de paix et plan de travail dans chaque commune de la ville de Beni

Activités 2.1.B : Soutenir 4 initiatives et actions non-violentes de plaidoyer des groupes des jeunes, des femmes et leaders locaux planifiées à l'issu des analyses mensuelles du contexte.

Activités 2.1.C : Organiser 1 formations en faveurs des autorités administratives et forces de sécurité sur la culture de la redevabilité comme facteur de prévention de tensions et réduction des rumeurs, préjugés



Activités 2.1.D : A travers le cadre de concertation, organiser 3 sessions d'échanges sur les actions conjointes autorités et populations (structures des jeunes, des femmes et leaders locaux)

Activités 2.1.E : Organiser 4 Tribunes d'Expression Populaires (émissions radiophoniques live) entre les groupes des jeunes, des femmes, leaders locaux, OSC, autorités

Activités 2.1.F : Organiser 10 Rencontres de priorisation des problèmes et solutions

Activités 2.1.G : Appuyer 10 actions conjointes autour des solutions identifiées et priorisées par les Groupes des jeunes, des femmes et Autorités et l'organisation des réunions d'évaluation du niveau d'avancement de la collaboration et de la mise en œuvre des solutions.

Activités 2.1.H : Organiser 2 rencontres interactives et de réflexions entre les influenceurs politiques, les autorités sur leurs engagements dans la mise en œuvre des solutions à la gouvernance sécuritaire et la lutte contre les préjugés et la manipulation des groupes des jeunes

Activités 2.1.I : Organiser 3 réunions d'évaluation et du suivi du fonctionnement et utilisation des mécanismes de formels et informels de communication

Activités 2.1.J : Organiser 1 Forum d'échanges sur la vulgarisation et la pérennisation des meilleures pratiques, succès dans la collaboration entre les groupes des jeunes, des femmes, les autorités politico administratives et forces de sécurité dans le processus de stabilisation et construction de la paix dans la ville de Beni

Activité 2.1.K : Organiser 2 rencontres d'expériences sur les bonnes pratiques dans la collaboration et la communication dans la bonne gouvernance sécuritaire entre les groupes des jeunes et les autorités

Activité 2.1.1.L : Organiser 2 rencontres conjointes d'appréciation de l'efficacité des mécanismes de collaboration utilisés pour renforcer la culture de la redevabilité et l'implication des groupes des jeunes et femmes

Activité 2.1.M : Organiser 3 rencontres d'une part, de mise en place d'un Comité de Pilotage constitués des délégués de la société civiles, coutumiers, acteurs sociopolitique (groupes des influenceurs) et d'autre part d'appréciation des progrès réalisés dans l'amélioration des relations de confiance entre les autorités et les populations

OS3. Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales.

Produit 3.1 : les groupes des femmes redynamisés et renforcés, développent et mettent en œuvre des plans d'action issues de leurs analyses régulières, ce qui renforce leur participation dans le processus de prise des décisions, de stabilisation et de consolidation de la paix.

Activités 3.1.A : Organiser 2 sessions de formations sur l'analyse critiques, transformation des conflits, les manipulations et communication en faveur des groupes des femmes, des jeunes et leaders locaux

Activités 3.1.B : Appuyer 7 rencontres communales de productions des analyses critiques conduites par les groupes des femmes, des jeunes, leaders locaux et des autorités politico administratives afin de renforcer l'impact de leurs actions conjointes

Activités 3.1.C : Organiser 3 sessions d'analyses conjointes pour compilation des analyses critiques communales afin de faciliter le travail en réseau (à tous les niveaux de redevabilité)

Activités 3.1.D : Organiser mensuellement (10 mois) les activités d'épandage et Accompagner (coaching, conseil et orientation, consultations des femmes) les groupes des femmes et les conseils communaux de la jeunesse à faire l'épandage des acquis des formations reçues sur les analyses



critiques et à renforcer leur travail en réseau (Ex : Activités de sensibilisations interscolaires compte tenu de la capacité des enfants à étendre les messages (lutte contre l'intox).

Activités 3.1.E : Accompagner mensuellement (10 mois) les groupes des femmes et leaders locaux (jeunes, hommes, autorités) dans la mise en œuvre des actions, solutions et recommandations débouchant des analyses critiques et consultations.

Activités 3.1.F : Appuyer les groupes des femmes, des jeunes formels et informels et leaders locaux dans l'organisation des rencontres 3 trimestrielles de suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et actions débouchant des analyses et consultations.

Produit.3.2: Les autorités politico administratives et d'autres leaders locaux adoptent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes dans la promotion des droits des femmes.

Activité 3.2.A : Organiser 2 rencontres de consultations interactives entre les organisations des femmes, des jeunes et leaders mis en réseau sur les questions relatives à la bonne gouvernance sécuritaire et la protection des populations

Activités 3.2.B : Accompagner 10 initiatives non-violentes de plaidoyer conduites par le réseau des groupes des femmes, des jeunes membres des conseils communaux de la jeunesse et les autres leaders locaux en rapport avec leurs besoins spécifiques de protection, sécurité, inclusion et participation dans le processus de prise de décisions

Activité 3.2.C : Soutenir les autorités politico administratives dans l'organisation 4 rencontres avec les groupes des femmes, des jeunes et des leaders locaux pour examiner le niveau de considération de leurs revendications et doléances formulées.

Activité 3.2.D : Soutenir l'organisation de 4 Activités de Rapprochement répondant aux besoins spécifiques de protection et sécurité par les autorités politico administratives (reboisement,...)

Activité 3.2.E : Organiser mensuellement (10 mois) des campagnes de sensibilisations de proximité sur la promotion des droits de la femme conduite par des structures à base communautaire (Comités locaux de sécurité et de proximité CLSP, les comités locaux de paix, les groupes des jeunes,...)

Activité 3.2.F: Produire et diffuser les instruments légaux portant protection et promotion des droits de la femme

Activité 3.2.G : Organiser 2 séances de partage d'expériences entre les réseaux des structures des femmes, des jeunes et leaders locaux ayant déjà occupé des fonctions de prise de décision avec celles éprouvant encore de difficultés d'y accéder.

Activité 3.2.H : Organiser des 2 Ateliers d'échanges entre les groupes des femmes et les autorités administratives, coutumières autour de la promotion des droits de la femme et la jeune fille

Activité 3.2.I : Organiser 2 ateliers d'échanges et d'identification des Meilleures Pratiques à promouvoir pour la défense des droits de la femme (Homme Idéal)

Activité 3.2.J : Appuyer 4 missions de la partie Etatique et Accompagner les autorités dans l'organisation 4 Manifestations de Démonstration des meilleurs pratiques contre les inégalités sociales

3. Cible

Les Groupe des bénéficiaires Cibles sont constitués d'une part des groupes formels (4 Conseils Communaux de la Jeunesse, 25 groupes structurés y compris les mouvements citoyens, les Comités locaux de sécurité et de proximité CLSP, les Comités locaux et paix et développement, les cellules d'animations communautaires des communes,...) et informels des jeunes, des femmes (25 groupes), des leaders locaux qui seront mis en réseau afin de conjuguer leurs efforts et d'autre part par les autorités administratives (gouverneur des province, ministres national et provincial de l'intérieurs et sécurité, les députés provinciaux et nationaux, bourgmestres de 4 commune, chefs de quartiers...), coutumières ainsi que des membres des forces de sécurité congolaises (Police Nationale Congolaise,



et les FARDC) afin non seulement que ces dernières travaillent et communiquent conjointement avec les populations ainsi la culture de la redevabilité sera renforcée grâce à cette conjugaison d'effort par toutes les parties prenantes.

a) Approche d'intervention et opérationnalisation par objectif spécifique

Objectif spécifique 1 : Les groupes des bénéficiaires cibles, notamment les autorités administratives, coutumières, forces de sécurité et les groupes des jeunes, femmes, leaders locaux mettent en place un cadre permanent de concertation et d'échanges et font des analyses conjointes critiques sur les questions relatives aux dynamiques des conflits dans la ville de Beni.

1. Présentation des conflits et enjeux ciblés (maximum ½ page) :

C'est depuis plus de deux décennies que la République Démocratique du Congo en général et la province du Nord Kivu en particulier sont dominées par un cycle de violence caractérisé par le déplacement massif des populations, les pertes en vies humaines, les crises économiques. La partie Est de la RDC en particulier le territoire de Beni reste affecté par les dynamiques des conflits et la pandémie de Virus Ebola ayant eu plusieurs conséquences sur les relations de confiance et de collaboration, la cohésion sociale entre les populations, les autorités politico administratives et les forces de sécurité d'une part, les graves violations des droits humains, notamment des atrocités graves sur les populations civiles d'autre part.

Face à l'incapacité des autorités coutumières, politico administratives, de forces de sécurité et de la communauté internationale à bien gérer les dynamiques des conflits, les atrocités et les massacres des populations du territoire de Beni, depuis 2014, les rumeurs, préjugés, les fausses accusations et stéréotypes se sont vite développés et ont pris place dans le système social. Cette incapacité explique également la crise de confiance, de collaboration observée entre les populations, les autorités coutumières, politico administratives et forces de sécurité. Les populations locales, en particulier les jeunes accusent certaines autorités, les membres des forces de sécurité d'être la base de la mauvaise gouvernance sécuritaire, d'être à la base des dynamiques des conflits et des massacres des populations. Les autorités, quant elles, accusent les jeunes et d'autres leaders locaux d'être complices de ces atrocités. Ainsi, les relations entre les autorités et populations restent tendues, la communication déficitaire, le mécanisme de redevabilité s'étouffe et les groupes armés en profitent pour renforcer leur activisme, l'insécurité devient de plus en plus permanente et les dynamiques des conflits se propagent dans la région. Il faut noter que les membres des Groupes armés actifs dans le territoire de Beni, utilisent la stratégie de diviser par leur mode opératoire les populations d'une part, les jeunes, et entre les populations et les autorités, administratives, coutumières et forces de sécurité d'autre part pour renforcer leurs capacités de nuisance. Les dynamiques des conflits, en particulier l'activisme des groupes armés et la pandémie d'Ebola qui ont été à la base des pertes cruelles en vies humaines sont des causes des crises de confiance et de l'insuffisance de la collaboration entre les autorités et les populations dans le territoire et la ville de Beni. Le déficit communicationnel, l'inexistence des mécanismes de dialogue et un cadre permanent renforçant la redevabilité constituent une autre série des causes qui expliquent le faible rapprochement entre les autorités et population, en particulier les mouvements des jeunes, des femmes et groupes des leaders locaux en territoire de Beni.

Ainsi, cet OS, se propose de renforcer et rendre fonctionnels les mécanismes de dialogues démocratiques focalisés sur l'amélioration des relations de confiance et de collaboration entre les



groupes des jeunes, des femmes, les leaders locaux, les autorités administratives, coutumières et les forces de sécurité congolaises.

Les mécanismes de dialogue mis en place seront ancrés localement et appuyés par des partenaires locaux solidement établis et connectés au niveau communautaire, pour renforcer la durabilité et donc la possibilité de mettre en place des processus de dialogue qui peuvent être continus et répondre à toutes les préoccupations de la communauté, y compris en matière de développement et de gouvernance locale, de la sécurité et réintégration des groupes marginalisés des jeunes et femmes affectés par les effets des conflits.

2. *Théorie du changement et présentation de la stratégie d'intervention spécifique (max 2 pages) :*

Si les populations, en particuliers les groupes des jeunes, des femmes, les Organisations de la Société Civile et les autorités (administratives, coutumières, forces de sécurité congolaise) sont capacitées et accompagnés à dialoguer, à faire des analyses conjoints critiques et à mettre en place un cadre permanent de concertation et d'échanges, **pour qu'ils** soient capables de communiquer, de dialoguer en toute confiance sur les questions spécifiques de bonne gouvernance sécuritaire et économique et mettre conjointement en œuvre les solutions aux dynamiques des conflits et à la protection des population de la ville de Beni, la confiance sera restaurée et renforcée et les relations de collaboration dans le processus de consolidation de la paix et de stabilisation améliorées grâce aux dialogues démocratiques.

a. *Justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation ;*

Cette théorie de changement définit la stratégie de renforcement des capacités de toutes les parties prenantes, notamment des groupes des jeunes, des femmes et des autorités afin qu'ils soient capables non seulement de faire des analyses critiques des actions, attitudes des uns et des autres, de mettre en place et de les utiliser les mécanismes de dialogue démocratique. Ainsi, une fois que toutes les parties prenantes ont une compréhension commune des causes des dynamiques des conflits et des tensions qui les divisent, elles définiront des mécanismes participatifs de collaborer dans tous les processus de prévention et gestion des conflits afin de contribuer à la stabilisation du territoire de Beni. La multitude des rencontres entre les acteurs pour définir les approches collaboratives est un vecteur contribuant au rapprochement, à l'amélioration de la communication et des relations de confiance entre les groupes des jeunes, des femmes et des autorités pour la consolidation de la paix, la bonne gouvernance sécurité et la prévention des conflits résultante des contributions et de la participation de tous. Cette théorie de changement contribue à l'atteinte des objectifs de la stratégie ISSSS car renforce le cadre de dialogue entre les autorités et les populations locales pour une stabilisation réussie basée sur les relations améliorées de confiance et de bonne communication. La confiance renforcée, améliorée permet aux populations et autorités de collaborer et communiquer en toute confiance pour freiner le développement des rumeurs, des préjugés, des mauvaises perceptions vis-à-vis des autres qui sont des causes majeures des tensions entre les populations et les autorités dans la ville de Beni. Le processus de dialogue démocratique tel qu'envisagé ici est centrée sur multiples interactions contribuant à l'amélioration des relations de collaboration dans la consolidation de la paix entre les populations (groupes des jeunes, femmes et de toutes les autorités de tutelle de la bonne gouvernance sécurité.



b. Cohérence par rapport à la stratégie d'intervention globale du projet ;

La stratégie globale met l'accent sur le renforcement d'une part des relations de confiance, de communication et collaboration entre les autorités, les groupes des jeunes, des femmes et leaders locaux, d'autre part sur la culture de redevabilité permettant aux populations de soumettre de manière non violente et toute confiance leurs revendications, doléances aux autorités et ces dernières en sont réceptives et y apportent des solutions répondant aux besoins spécifiques des populations et ainsi communiquent avec ces dernières non seulement sur le résultats de leur travail mais sur leurs défis dans l'exécution de leurs missions afin de réfléchir tous ensemble (autorités, groupes des jeunes, des femmes et leaders locaux) pour l'identification des solutions conjointes. Afin, la stratégie vise à renforcer la participation des femmes dans le processus de prise de décision, les mécanismes locaux de prévention et résolution des conflits et l'amélioration de la collaboration entre les groupes des femmes et les autorités et leaders locaux dans le processus de consolidation de la paix et la stabilisation du territoire et ville de Beni.

Cette théorie de changement apparait ainsi comme un tremplin pour la réussite de la suite de la stratégie globale. Car elle va faciliter l'identification, la présentation et la réunion de toutes les parties prenantes de la mise en œuvre des interventions de ce projet et lancer le processus de dialogue démocratique contribuant à la consolidation de la paix grâce aux relations de confiance améliorées entre les autorités et les populations.

c. Localisation et la justification des zones ciblées par l'objectif spécifique :

Les interventions de ce projet en général cibles Beni-ville et ses environs. Les activités seront centrées sur quatre communes, à savoir :

- La commune de Mulekera
- La commune de Beu
- La commune Rwenzori
- La commune de Bungulu

Le choix de ces zones est justifié :

Les dynamiques des conflits et l'activisme des groupes armés autour de la ville de Beni. Les quatre communes susmentionnées hébergent actuellement non seulement les populations hôtes de Beni mais aussi les populations déplacées ayant fui les atrocités et massacres des présumés « tueurs ADF ». Ainsi, les résultats du travail dans ces communes influenceront d'une manière ou d'une autre la réduction des dynamiques des conflits dans le territoire de Beni et l'amélioration de la gouvernance sécuritaire dans la ville de Beni grâce aux relations de confiance améliorées entre les populations hôtes, les populations déplacées et les autorités.

Fortes concentration des groupes des jeunes. Plusieurs groupes formels et formels des jeunes sont fonctionnels dans les communes, notamment les Conseils Communaux de la jeunesse qui semblent avoir de l'influence de mobilisation d'autres groupes, mouvements citoyens des jeunes. Ainsi, le projet sera exécuté avec la collaboration de 4 conseils Communaux de la jeunesse et la Coordination Urbaines de la Société Civile de la ville de Beni.

Similitude de la problématique de la méfiance, la culture de la redevabilité et faible participation des femmes et collaboration entre celles-ci et les leaders locaux et autorités de prise de décision. Nos analyses rapides du contexte ont démontré que la problématique de la bonne gouvernance sécuritaire, l'insuffisance de la collaboration et bonne communication entre les autorités et les populations civiles ainsi que l'insuffisance de la collaboration entre les femmes et les hommes



(promotion du genre et participation des femmes) sont récurrents et ont contribué au développement des dynamiques des conflits dans et autour de la ville de Beni.

3. Les Produits

Produit N° 1.1 : *Le groupe des jeunes, de femmes, membres des structures communautaires et les organisations de la société civile sont appuyés pour améliorer leur fonctionnalité/opérationnalité et sont capables de soutenir la population dans la conduite des analyses critiques des dynamiques et solutions de conflits.*

i. Présentation générale du résultat

La stratégie d'atteinte de ce résultat est beaucoup centrée sur les interactions régulières entre les autorités, les groupes des jeunes et des femmes autour non seulement de la problématique de tensions et de l'insécurité mais aussi autour de la mise en œuvre conjointes des solutions innovantes contribuant à la cohésion sociale, à l'amélioration des relations de confiance et à la conjugaison des efforts dans le processus de construction de la paix et de la stabilisation de la ville de Beni. Le fait d'avoir un cadre d'échange permettant de faire des analyses critiques permet de comprendre les difficultés des autres et contribue à mettre fin ou du moins à réduire le développement des préjugés, des rumeurs et mauvaises perceptions vis-à-vis des autres. A travers les activités de ce projet, les mécanismes de dialogues devient de plus en plus fonctionnel et permet aux groupes des jeunes, des femmes et des autorités de se rencontrer et de discuter de manières permanentes afin de trouver et de mettre en œuvre conjointement des solutions durables aux dynamiques des conflits.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les groupes des bénéficiaires cibles (GBC) sont constitués des jeunes, femmes, autorités administratives, coutumières, leaders communautaires et forces de sécurité. Les GBC sont repartis de la manière suivante :

Bénéficiaires directs : 3325 personnes dont 35% sont des femmes.

Les activités de formations toucheront plus de 250 personnes (35% de femmes), celles de dialogues les bénéficiaires sont estimés à plus ou moins 575 personnes (35% de femmes) et les plans d'actions issus des sessions de Dialogue Démocratique plus ou moins 2500 bénéficiaires (40% femmes).

Bénéficiaires indirects :

Population du territoire de Beni en général et de la ville de Beni estimée à plus ou moins 771.000 habitants.

Activités associées au produit :

Activité 1.1.A. Organiser 2 sessions formations de 5 jours par commune en analyses critiques relatives gestion et transformation des conflits.

Activité 1.1.B. Organiser 2 formations sur les techniques de conduite des dialogues démocratiques en faveur des leaders des jeunes membres des conseils communaux de la Jeunesse, leaders locaux et les autorités locales.

Activité 1.1.C. Organiser 4 rencontres de mise en place d'un cadre de concertation (deux par communes) et de mise en place de 4 Comités Conjointes d'appui à la communication et de Gestion d'information (s'ils n'existent pas déjà).

Activité 1.1.D. Organiser un processus de ciblage et de redynamisation des groupes des jeunes (formels et informels) et des cellules d'animations communautaires des communes

Activité 1.1.E : Organiser 4 rencontres de dialogues démocratiques, dialogues intergénérationnels et 4 tables rondes dans les communes de la ville de Beni



Activité 1.1.F : Organiser 2 rencontres d'élaboration et ou d'actualisation du Plan Local de Développement des communes

Produit N°2 : présentation du produit et des principales activités associées

Produit N° 1.2 : Des Plans d'actions communautaires conjoints sont mis en œuvre par les parties prenantes (groupe des jeunes et des femmes ; des autorités politico administratives et forces de sécurité).

Activités associées au produit :

Activité 1.2. A : Accompagner (subventions, coaching-appui technique, supervision) la mise en œuvre et le suivi de 4 plans d'actions et engagements (mise en œuvre des réponses) issus des dialogues Démocratiques.

Activité 1.2.B : Organiser 2 ateliers de partage d'échange d'expérience, meilleures pratiques et leçons apprises

Activité 1.2.C : Organiser 4 rencontres d'harmonisation et d'échanges des stratégies d'encrage entre le niveau local, provincial et national et de suivi des actes engagements entre les membres les comités locaux de paix et de développement et les groupes des jeunes et des femmes et les rencontres formelles et informelles en bilatéral avec les autorités et acteurs politiques renforçant l'Engagement politique.

Produit N° 1.3 : Le comité de suivi mis en place assure l'opérationnalisation des mécanismes des dialogues démocratiques et la mise en œuvre des plans d'actions conjoints et des engagements des parties prenantes dans la ville de Beni.

Activité 1.3.A : Appuyer l'Organisation de 2 rencontres de Mise en place d'un groupe de travail inclusif sous le leadership des autorités

Activité 1.3.B : Appuyer 4 rencontres du groupe d'évaluation, planification et concertation de travail inclusif sous le leadership des autorités

Activité 1.3.C : Accompagner (coaching, conseil technique) 8 initiatives d'interactions entre les jeunes et les autorités initiées par les membres du Comité de Suivi et les conseils communaux de la jeunesse et les quatre groupes de pression

Activité 1.3.D : Accompagnement des réunions mensuelles de suivi et évaluation du comité de suivi

Produit 1.4: Des canaux de communication sensible aux conflits sont développés pour améliorer la relation de collaboration entre la communauté et les autorités pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la ville de Beni

Activité 1.4.A : Organiser 1 session de formation sur les techniques de communication sensible aux conflits et la gestion des rumeurs et techniques de plaidoyer en faveur des membres des comités conjoints et des cellules d'animations communautaires des communes

Activité 1.4.B : Organiser 4 sessions interactives entre les groupes de pression, des jeunes, des femmes et les autorités politico administratives et forces de sécurité sur l'identifications des diviseurs, gestion constructive des rumeurs et fausses informations qui divisent.

Activité 1.4.C : Appuyer les rencontres de planification des Comités Conjoints d'appui à la communication et de Gestion d'information.

Activité 1.4.C : Organiser 10 forums et carrefours politiques de communication pour renforcer la collaboration et l'engagement politique des autorités de prise de décision et les groupes des jeunes et des femmes (un engagement horizontal et vertical).

Activité 1.4.D : Produire du contenu Radiophonique par les membres des Comités Conjoints sur les thématiques renforçant la confiance, la collaboration et la cohésion sociale et l'Egalite entre les hommes et les femmes (magazine, spot, émissions débats, feuillets radiophoniques).



4. *L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum ½ page)*

La stratégie genre de Pole Institute est focalisée sur le renforcement des relations de collaboration entre les hommes, les femmes et les groupes des jeunes dans le processus de construction de la paix et de prévention des conflits. Ainsi, les activités réalisées dans l'atteinte de cet objectif spécifiques cibleront non seulement les groupes des leaders locaux, des autorités, des jeunes et des femmes mais aussi leur permettront d'échanger et d'identifier des solutions à mettre en œuvre conjointement. Toutes les interactions et actions sont conjointement menées entre les hommes leaders locaux, les groupes des jeunes, des femmes et les autorités politico administratives afin que tous conjuguent des efforts pour la construction de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale dans la ville de Beni. Le processus de Dialogue démocratique concoure à contribuer au renforcement et amélioration des relations de collaboration et de confiance entre les hommes, les femmes, les jeunes et les autorités administratives, coutumières et forces de sécurité congolaise pour une bonne gouvernance sécuritaire et protection participatives.

5. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum ½ page).*

L'opérationnalisation des interventions de cet OS passe prioritairement par un processus de dialogue démocratique facilitant les rencontres, les échanges interactifs entre les groupes des jeunes, des femmes, les leaders locaux et les autorités administratives, coutumières et forces de sécurité. Le projet va s'appuyer sur les capacités locales des parties prenantes pour renforcer les relations de collaboration et de confiance entre les populations et les autorités susmentionnées. Les plateformes des groupes des jeunes, des femmes, leaders locaux seront renforcés et appuyés afin qu'ils soient capables de contribuer à l'atteinte des autres objectifs spécifiques du projet. Ainsi, les relations de confiance restaurées et améliorées, les populations locales, les groupes des jeunes et les autorités consolideront leurs collaboration et relations dans le processus de stabilisation et construction de la paix dans et autour de la ville de Beni.

Pour atteindre cet OS il est prévu l'organisation des plusieurs rencontres qui permettront aux populations, en particulier aux groupes des jeunes, des femmes, les leaders locaux ainsi que les autorités administratives, coutumières et forces de sécurité selon les problématiques à aborder de dialoguer autour des questions qui le divisent afin d'arriver à mettre en place des canaux de communication permanente. Ces rencontres constituent une meilleure technique appropriée pour remblayer le fossé qui s'est créé entre les autorités et les populations à cause de la recrudescence des conflits dans la région de Beni.

L'approche méthodologique utilisée combinera les aspects suivants :

Le renforcement des capacités d'acteurs clés au niveau local : En établissant au maximum un partenariat avec des structures déjà existantes et en collaborant avec des structures locales pour la réalisation de la quasi-entièreté des activités, l'action permettra de renforcer les capacités locales en matière de transformation des conflits. Pole Institute travaillera avec les autorités et les structures, en particulier les conseils communaux de la Jeunesse et les plateformes des organisations féminines à l'élaboration de plans d'action contribuant à l'amélioration des relations de confiance. Par ailleurs, à travers leur implication dans le projet, ces structures apparaîtront aux yeux de la population comme de réels acteurs de la paix dans leurs communautés. Ces nouvelles compétences et cette crédibilité acquises renforceront leur travail collaboratif et leur rôle bien au-delà du projet.



L'appropriation locale du projet par ses bénéficiaires : L'approche de Pole Institute vise à assurer une appropriation locale du projet non-seulement par les structures à base communautaires mais aussi par les autorités impliquées dans la mise en œuvre de ce projet, Des plans de pérennisations des acquis de dialogue démocratiques seront développés au sein de chaque commune pour assurer la continuation du Dialogue basé sur la confiance au-delà du projet.

L'utilisation des médias comme outil de transformation sociale : en travaillant avec le réseau des radios communautaires nous auront renforcé l'impact des acquis du processus de dialogue démocratique.

Objectif spécifique 2 : Les autorités politico administratives, forces de sécurité ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux améliorent leurs relations de confiance et collaborent dans le processus de construction de la paix et la bonne gouvernance sécuritaire grâce aux mécanismes formels et informels fonctionnels de redevabilité.

1. Présentation des conflits et enjeux ciblés (maximum ½ page) :

Plusieurs analyses ont démontré que les dynamiques des conflits n'ont pas été favorables aux bonnes relations de collaboration et de confiance entre les autorités et les populations. Ainsi, un fossé s'est créé entre les deux potentiels collaborateurs dans le processus de consolidation de la paix et prévention des conflits. En effet, plusieurs facteurs ayant affecté les relations de confiance, de collaboration entre les autorités et les populations sont nombreux et diversifiés :

Les Modes opératoires des Groupes Armés, qui se sont attaqués aux populations sans défense afin que ces dernières fassent une pression sur les autorités et les forces de sécurité et perdent confiance.

Faibles mécanismes de communication (canaux de communication) afin de renforcer le mécanisme de redevabilité et de collaboration de la bonne gouvernance sécuritaire est à la base aujourd'hui de la crise de confiance et de la recrudescence des violences et atrocité contre les populations, en particulier les jeunes et les femmes.

Il faut mentionner qu'il existe des capacités et dynamiques locales des jeunes pour la paix dans le territoire de Beni qui sont importantes pour la construction de la paix et la prévention des conflits. Des groupes des jeunes existant nécessitent d'être appuyés et orientés afin qu'il se rapprochent des autorités pour renforcer les mécanismes de redevabilité. La collaboration et le renforcement de l'implication dans le dialogue démocratique des organisations des femmes et autres organisations de la société civile territoriale, municipales et urbaines constituent également des enjeux et opportunités de stabilisation de la zone prioritaire de Beni. Au sein des forces de sécurité congolaises existe le Service d'Education Civique patriotique et d'Actions Sociales sur lequel s'appuyer pour faciliter la communication et renforcer la collaboration entre les forces de l'ordre et les populations locales dans l'amélioration de la bonne gouvernance sécuritaire. Ceci implique un dialogue permanent et le recours aux canaux de communication existant facilitant les interactions entre les forces de sécurité et les populations.

Cet objectif s'inscrit dans l'approche de stabilisation. En effet, cette approche décrit la stabilisation comme « *un processus visant à renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'État et la société pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs de conflit* ». L'approche insiste également sur la nécessité de modifier les relations entre l'Etat et la société pour favoriser la confiance et la redevabilité, ouvrant ainsi la voie à des interventions plus durables dans le domaine du développement et de la gouvernance.



2. *Théorie du changement et présentation de la stratégie d'intervention spécifique (max 2 pages) :*

Si les groupes des jeunes, des femmes, les leaders locaux, membres des OSC et les autorités administratives congolaises sont capacités en culture citoyenne et transformation sociale ; développent des solutions innovantes de suivi et que les autorités susmentionnées sont réceptives à leurs revendications non-violentes, **Pour qu'ils** améliorent leur implication dans le processus de prévention des conflits, de consolidation de la paix, et la stabilisation de la zone. Les approches formelles et informelles de redevabilité seront renforcées et les stratégies conjointes de sécurité améliorées du fait de l'implication de toutes les parties prenantes.

a. Justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation ;

A travers la mise en œuvre de cette théorie du changement, le projet va contribuer au renforcement de la présence de l'autorité de l'Etat dans les communes de la ville de Beni et ses environs. Car, les activités contribuant à l'atteinte de cette Théorie de Changement permettront d'une part aux groupes des jeunes, des femmes de se rapprocher des autorités en vue de leur soumettre leurs doléances et d'autre part à ces dernières d'échanger et développer la bonne culture les bons pratiques de la redevabilité. Ainsi, ces interactions, ce dialogue auront contribué au renforcement de l'autorité de l'Etat dans les communes de Beni, la restauration et le renforcement de l'autorité de l'État étant un des résultats importants attendus du processus de stabilisation.

b. Cohérence par rapport à la stratégie d'intervention globale du projet ;

Toutes les parties prenantes, les groupes des jeunes, des femmes, les leaders locaux ainsi que les autorités sont permanemment réunis pour des objectifs communs de construction de la paix, prévention des conflits et la bonne gouvernance sécuritaire. Toutes les actions conjointes de redevabilité des autorités vis-à-vis de convergent ainsi vers la stabilisation de la ville de Beni à travers les différentes rencontres de dialogue démocratique entre différents acteurs.

Toutes les activités telles que planifiées pour la réalisation de cette Théorie du Changement facilitent, promeuvent le dialogue franc entre les autorités et les populations afin de résoudre et freiner les moteurs directs de tensions entre autorités, population et acteurs politiques de la ville de Beni et environs, créant ainsi les conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme. Ainsi, le cadre de concertation mis en place à l'issue des échanges contribuera durablement à la collaboration et implication de toutes les parties prenantes dans le processus de stabilisation de Beni, la stabilisation étant un facteur marquant le début d'un développement durable des communautés affectées par les conflits.

c. Localisation et la justification des zones ciblées par l'objectif spécifique :

La stratégie de mise en œuvre de ce projet est développée et adaptée au contexte de la ville de Beni. Ainsi, les activités sont planifiées en fonctions de 4 communes et de la ville de Beni. Pour de raison d'engrage entre les parties prenantes, les activités sont réalisées et réparties aux communes de la ville



de Beni mais connaîtront la participation d'autres parties prenantes identifiées en provinces et au niveau national car faisant parties des institutions étatiques au niveau provincial et national. Selon le cas, les activités de plaidoyer seront conduites dans les villes de Goma et de Kinshasa sur base de la localisation des autorités ciblées de prise de décision.

3. *Les Produits.*

Produit N° 2.1 : Des mécanismes formels et informels de redevabilité fonctionnels sont mis en place pour faciliter une communication non violente et la collaboration entre autorités et populations (groupes des jeunes, des femmes, les organisations de la société civile, les structures de paix et les autorités administratives, politiques influenceurs et forces de sécurité) renforçant responsabilité et la culture de redevabilité des uns envers les autres.

i. Présentation générale du Produit :

Les activités contribuant à l'atteinte de ce résultat se focaliseront sur les réflexions afférentes à l'identification des mécanismes formels et informels de communication entre les autorités et les populations, en particulier les groupes des jeunes, des femmes et les leaders locaux. Ainsi, ces mécanismes permettront d'une part, aux groupes des jeunes de soumettre leurs doléances, revendications de manière non violentes ou suggestions aux autorités afin que ces dernières d'autre part y apportent des solutions attendues dans les limites de leurs moyens. Ainsi, les autorités rendront compte aux populations non seulement des résultats positifs mais aussi de leurs difficultés et sollicitation des contributions des populations. Pour y arriver, le projet se propose d'organiser et faciliter une multiplicité des rencontres de promotion de la culture de la redevabilité et de la communication non-violente. Les activités de renforcement des capacités et de communication, notamment les forums, les analyses conjointes, les Tribunes d'expression populaires, des émissions radiophoniques ainsi que la conduite des actions conjointes sont susceptibles de contribuer au renforcement des mécanismes de redevabilité et de concertation constructive entre les autorités et les populations dans le contexte de la ville de Beni.

Le projet proposé s'inscrit totalement dans cette démarche. En effet, fort notamment de l'expérience de Pole Institute, une des principales organisations de construction de la paix et prévention des conflits, il se focalise sur la transformation des relations entre les représentants étatiques au sens large (autorités politico-administrative, sécuritaire, etc.) et les leaders et chefs communautaires, y compris les représentants des jeunes, des femmes et de certains groupes cibles spécifiques (déplacés, réfugiés, retournés, etc.). A travers un processus collaboratif et participatif qui permet à une diversité d'acteurs de se connaître, d'être renforcés, de communiquer et de collaborer régulièrement, le projet permettra aux acteurs impliqués d'être outillés ainsi que d'avoir plusieurs opportunités de comprendre les vraies causes des dynamiques des conflits, d'identifier les possibles pistes de solutions et de mettre en place les stratégies de mise en œuvre participative des solutions identifiées. Le projet s'appuiera sur son expertise et ses relations dans la mobilisation et engagement des décideurs pour s'assurer que les acteurs clés étatiques au niveau provincial, national et régional sont mobilisés, qu'ils participent positivement à ce processus de transformation des relations et des conflits, et qu'ils prennent des engagements dans ce sens et des décisions en faveur de la paix.

Grace à la stratégie de mise en œuvre des activités de ce résultat, les des groupes rencontreront des autorités a tous les niveaux pour leur soumettre leurs besoins spécifiques, ces dernières (autorités) qui



sont devenues réceptives aux revendications leurs soumises par les populations grâce aux activités, interactions du projet prendront des décisions favorables au renforcement de la bonne gouvernance sécuritaire et sensibles aux conflits. Ainsi, tous ensemble travailleront et collaboreront étroitement dans la mise en œuvre des plans d’actions conjoints de protections, sécurité et consolidation de la paix.

La stratégie d’exécution de ce résultat va s’atteler sur l’implémentation des activités qui pousseront les autorités à rendre le compte aux populations. Il s’agit de la promotion des échanges interactifs entre les autorités et les populations qui, non seulement mobiliseront les groupes des jeunes et des femmes à formuler des revendications non violentes mais aussi aux autorités de parler des difficultés auxquelles elles se heurtent dans l’exécution de leurs missions régaliennes de protection des populations d’une part et de requérir la participation des populations le cas échéant. De cet manière le projet aura mis en place une culture de redevabilité et de rapprochement entre les groupes des jeunes, des femmes et les autorités.

i. Bénéficiaires et groupes cibles :

Groupes cibles : Les activités toucheront les groupes des jeunes, des femmes, les OSC, les leaders locaux, les autorités de prise de décision au niveau urbain, provincial et national.

Bénéficiaires directs sont estimés a plus ou moins 3000 personnes (40% sont des femmes). Il s’agit des toutes les personnes impliquées et ayant bénéficié directement des activités d’analyses mensuelles, les activités de plaidoyer, des formations, des sessions d’échangés, des tribunes d’expression populaire et d’autres interactions directes entre les autorités et les populations de la ville de Beni. Les bénéficiaires directs des émissions radiophoniques sont estimés a plus ou moins 2/4 de la population de la ville de Beni. Groupes cibles est constitués des groupes formels et informels des jeunes, des femmes, les OSC, des autorités en particulier les autorités administratives, coutumières (le gouverneur, ministre, maire, bourgmestres des communes, cadre de base/chef des quartiers, forces de sécurité) les représentants du peuple dans les institutions (députés provinciaux et ou nationaux), ... Les Bénéficiaires directs des activités contribuant à l’atteinte de ce résultat sont estimés à plus ou moins 1500 personnes dont 40% représente les femmes.

Principales activités associées :

Activités 2.1.A : Organiser 10 journées de réflexion mensuelles d’identification des besoins spécifiques de protection, sécurité et de paix et plan de travail dans chaque commune de la ville de Beni

Activités 2.1.B : Soutenir 4 initiatives et actions non-violentes de plaidoyer des groupes des jeunes, des femmes et leaders locaux planifiées à l’issu des analyses mensuelles du contexte.

Activités 2.1.C : Organiser 1 formations en faveurs des autorités administratives et forces de sécurité sur la culture de la redevabilité comme facteur de prévention de tensions et réduction des rumeurs, préjugés

Activités 2.1.D : A travers le cadre de concertation, organiser 3 sessions d’échanges sur les actions conjointes autorités et populations (structures des jeunes, des femmes et leaders locaux)

Activités 2.1.E : Organiser 4 Tribunes d’Expression Populaires (émissions radiophoniques live) entre les groupes des jeunes, des femmes, leaders locaux, OSC, autorités



Activités 2.1.F : Organiser 10 Rencontres de priorisation des problèmes et solutions

Activités 2.1.G : Appuyer 10 actions conjointes autour des solutions identifiées et priorisées par les Groupes des jeunes, des femmes et Autorités et l'organisation des réunions d'évaluation du niveau d'avancement de la collaboration et de la mise en œuvre des solutions.

Activités 2.1.H : Organiser 2 rencontres interactives et de réflexions entre les influenceurs politiques, les autorités sur leurs engagements dans la mise en œuvre des solutions à la gouvernance sécuritaire et la lutte contre les préjugés et la manipulation des groupes des jeunes

Activités 2.1.I : Organiser 3 réunions d'évaluation et du suivi du fonctionnement et utilisation des mécanismes de formels et informels de communication

Activités 2.1.J : Organiser 1 Forum d'échanges sur la vulgarisation et la pérennisation des meilleures pratiques, succès dans la collaboration entre les groupes des jeunes, des femmes, les autorités politico administratives et forces de sécurité dans le processus de stabilisation et construction de la paix dans la ville de Beni

Activité 2.1.K : Organiser 2 rencontres d'expériences sur les bonnes pratiques dans la collaboration et la communication dans la bonne gouvernance sécuritaire entre les groupes des jeunes et les autorités

Activité 2.1.1.L : Organiser les rencontres conjointes d'appréciation de l'efficacité des mécanismes de collaboration utilisés pour renforcer la culture de la redevabilité et l'implication des groupes des jeunes et femmes

Activité 2.1.M : Organiser 3 rencontres d'une part, de mise en place d'un Comité de Pilotage constitués des délégués de la société civiles, coutumiers, acteurs sociopolitique (groupes des influenceurs) et d'autre part d'appréciation des progrès réalisés dans l'amélioration des relations de confiance entre les autorités et les populations

Objectif spécifique 3 : Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales.

1. *Présentation des conflits et enjeux ciblés (maximum ½ page) :*

Les jeunes ainsi que les femmes ont été particulièrement affectées par ce cycle des violences. En effet, les femmes ont été particulièrement victimes des inégalités. D'une part elles sont appelées à travailler dur pour la survie leurs familles suite à la situation économique instable d'autre part, et malheureusement elles ont été victimes d'atrocités et de la violence dans les milieux où elles sont appelées à travailler et à vivre paisiblement. Ces inégalités ont affecté immédiatement leur participation dans le mécanisme de construction de la paix, ont anéanti leur esprit d'initiative pour leur intégration socioéconomique et les ont également soumises au désespoir et découragement sans précédent jusqu'à les contraindre à ne plus s'impliquer dans le processus de prise de décision et d'engager des échanges constructifs avec les hommes autorités. De ce fait elles semblent se considèrent comme *délaissées pour compte*. Le fait que les femmes soient considérées culturellement comme symbole de la famille, du moment où elles continuent à subir les actes des viols, les hommes vivant à côté de ces dernières se sentent réduits à rien. Ainsi, leur manque d'estime de soi et de confiance se développe portant ainsi un coup dure sur la capacité des hommes en particulier et de la communauté en général à protéger et promouvoir la femme. L'une des conséquences de cette réalité est le manque de confiance entre les forces de l'ordre et la population. En plus d'être victimes des violences et atrocités des hommes armés, les femmes sont et restent toujours victime des pratiques discriminatoires dans leurs communautés. Il s'observe également la faible représentativité des femmes dans le processus de prise de décision, dans les structures



communautaires de prévention et résolution des conflits. Les activités contribuant à l'atteinte de ce résultat favorisent le rapprochement, la communication entre les groupes des femmes et les autorités, forces de sécurité qui sont généralement les hommes d'une part et le renforcement de la participation des femmes dans le processus de prise de décision et de dialogue démocratique pour la prévention et la résolution des conflits. Ceci passe par les dialogues permanents et la mobilisation des hommes et femmes dans la vulgarisation des instruments légaux de protection de la femme et la lutte contre les pratiques coutumières discriminatoires de la femme.

2. *Théorie du changement et présentation de la stratégie d'intervention spécifique (max 2 pages) :*

Si les groupes des femmes sont redynamisés, mise en réseau, capacités et accompagnés dans la conduite des actions de bonne gouvernance facilitant leurs interactions avec les leaders locaux, autorités administratives et forces de sécurité et que ces derniers (hommes) sont favorables à leur intégration dans les espaces de prise de décisions, **pour qu'**elles soient représentées, et que leurs besoins spécifiques soient pris en compte, qu'elles améliorent leur implication et participation au processus de prise de décision, prévention des conflits, de consolidation de la paix et de stabilisation. La lutte conjointe contre les inégalités sera menée et produira des résultats dans l'amélioration des relations de collaboration entre les hommes et les femmes freinant les facteurs moteurs des tensions dans la ville de Beni ;

Alors, les interventions auront, d'un part contribué à la réduction des facteurs moteurs directs des dynamiques de tensions entre autorités, population et acteurs politiques et d'autre part à l'amélioration des conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme à travers un processus intégré, holistique et ciblé dans ville de Beni et environs.

a. *Justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation ;*

L'objectif susmentionné s'inscrit d'une part dans le cadre du renforcement des acquis de la résolution 1325 des NU qui vise à protéger les femmes et les jeunes filles contre les violences sexuelles notamment, pendant et après les conflits armés et à promouvoir la participation de la femme dans la recherche de la paix, prévention de conflits et gouvernance sécuritaire et d'autre part dans la logique même de l'approche de stabilisation définie dans la Stratégie Provinciale de Stabilisation (SPS) et de son Plan d'Action.

Les interventions ici seront focalisées sur la mobilisation des organisations formelles et informelles des femmes afin qu'elles prennent conscience de leur importantes responsabilités dans le processus de prise de décision, de consolidation de la paix et qu'elles entreprennent en toute confiance des actions de dialogue franc avec les décideurs et d'autres leaders locaux sur la problématique de bonne gouvernance sécuritaire et la protection des populations contre les violences sous toutes leurs formes.

Le projet visera ainsi à amener les groupes des femmes, des jeunes, leaders locaux et autorités à développer des relations de confiance et de collaboration qui seront à la base d'une gestion participative et inclusive des problématiques auxquelles les communautés, en particulier les femmes font face dans leur vie de tous les jours.



b. Cohérence par rapport à la stratégie d'intervention globale du projet ;

Toutes les activités de ce projet convergent vers le renforcement des mécanismes de dialogue, de redevabilité à travers la participation et l'amélioration des relations de confiance et de collaboration de toutes les parties prenantes, en particulier des groupes des femmes, des jeunes et des autorités administratives, coutumières et forces de sécurité. Les activités de cet objectif restent cohérentes à la logique globale du projet car elles sont centrées sur le dialogue démocratique renforçant l'implications des femmes, l'amélioration de la collaboration entre les femmes et les décideurs dans le processus de stabilisation, de prévention des conflits et consolidation de la paix.

La particularité de cet OS est que ses actions se focalisent spécifiquement sur la participation et engagement des femmes dans le processus de prise de décision, dans les mécanismes locaux de gestion des conflits et la stabilisation de la ville de Beni et ses environs. Pour y arriver, la stratégie est aussi fondée sur le renforcement du dialogue démocratique qui permettra de mobiliser les groupes des leaders locaux, des jeunes et des autorités à soutenir et se joindre aux actions de paix, prévention des conflits et d'engagement politiques des femmes.

c. Localisation et la justification des zones ciblées par l'objectif spécifique :

Les interventions seront concentrées dans la ville de Beni et ses quatre communes pour des raisons et motivations déjà évoquées ci-haut.

3. Les Produits :

Produit N° 3.1 : *Les groupes des femmes redynamisés et renforcés, développent et mettent en œuvre des plans d'action issues de leurs analyses régulières, ce qui renforce leur participation dans le processus de prise des décisions, de stabilisation et de consolidation de la paix.*

i. Présentation générale du résultat :

Les activités contribuant à l'atteinte de ce résultat visent essentiellement de renforcer et améliorer l'implication de la femme dans le processus de prise de décision et de prévention des conflits dans la ville de Beni. Elles (les activités) mettent l'accent sur l'intensification des interactions entre les femmes, les jeunes et les autorités dans le développement des initiatives renforçant la participation des femmes au sein même de mécanismes locaux de résolution des conflits.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles :

Les groupes des bénéficiaires cibles sont des groupes formels et ou informels des femmes qui seront mis en réseau grâce à la mise en œuvre des plans d'actions développés. Au moins 25 groupes des femmes, des jeunes seront mis en réseau afin de renforcer l'impact de leurs interventions et interactions avec les groupes d'autorités et leaders locaux.

En définitive, nous aurons avons trois groupes cibles, notamment les groupes formels et informels des femmes membres des structures de féminines de la Société Civile, les groupes des leaders locaux ainsi que les autorités politico administratives, militaires, policières et coutumières.



La cible est estimée à plus ou moins 2435 personnes : 1400 femmes, 450 jeunes, 585 leaders locaux (hommes).

Principales activités associées

Activités 3.1.A : Organiser 2 sessions de formations sur l'analyse critiques, transformation des conflits, les manipulations et communication en faveur des groupes des femmes, des jeunes et leaders locaux

Activités 3.1.B : Appuyer 7 rencontres communales de productions des analyses critiques conduites par les groupes des femmes, des jeunes, leaders locaux et des autorités politico administratives afin de renforcer l'impact de leurs actions conjoints

Activités 3.1.C : Organiser 3 sessions d'analyses conjoints pour compilation des analyses critiques communales afin de faciliter le travail en réseau (à tous les niveaux de redevabilité)

Activités 3.1.D : Organiser mensuellement (10 mois) les activités d'épandage et Accompagner (coaching, conseil et orientation, consultations des femmes) les groupes des femmes et les conseils communaux de la jeunesse à faire l'épandage des acquis des formations reçues sur les analyses critiques et à renforcer leur travail en réseau (Ex : Activités de sensibilisations interscolaires compte tenu de la capacité des enfants à étendre les messages (lutte contre l'intox).

Activités 3.1.E : Accompagner mensuellement (10 mois) les groupes des femmes et leaders locaux (jeunes, hommes, autorités) dans la mise en œuvre des actions, solutions et recommandations débouchant des analyses critiques et consultations.

Activités 3.1.F : Appuyer les groupes des femmes, des jeunes formels et informels et leaders locaux dans l'organisation des rencontres 3 trimestrielles de suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et actions débouchant des analyses et consultations.

Produit. N°1 3.2: *Les autorités politico administratives et d'autres leaders locaux adoptent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes dans la promotion des droits des femmes.*

iii. Présentation générale du résultat :

Les actions contribuant à l'atteinte de ce résultat sont réalisées à deux niveaux : le premier niveau de mise en œuvre est relatif au renforcement des capacités et l'accompagnement des actions des femmes et le deuxième est focalisé sur les activités des autorités. A la fin, les femmes et les autorités se retrouveront autour des actions conjoints initiées par les uns et les autres.

D'une part, les activités sont orientées vers le renforcement des capacités et l'accompagnement des groupes des femmes pour qu'elles soient capables de mener des actions non-violentes de grande envergure avec les autorités et les leaders locaux.

Les séries des formations et sessions de coaching sont relatifs à la compréhension des techniques de bonne communication et de conduite de plaidoyer auprès des autorités. Une fois formées, les femmes seront accompagnées et appuyées dans la réalisation de leurs initiatives, formulation des besoins spécifiques des toutes les femmes et les actions de plaidoyer.

D'autre part, les activités valorisent les actions des autorités tendant à apporter des solutions durables aux revendications non-violentes et besoins spécifiques de sécurité et protection des femmes et des jeunes de la ville de Beni. Tout au long de la mise en œuvre des activités de ce résultat les membres des communautés sont sensibilisés sur la lutte contre les inégalités et la promotion des droits de la femme et sont suivi dans l'adoption des attitudes positives à l'égard de la femme. Grace aux sensibilisations de proximité ainsi qu'autres actions de mobilisation communauté, les leaders locaux



et les autorités s'associent aux actions des femmes militant pour le changement des perceptions d'homme à l'égard de la femme. Grace aux interactions entre les hommes et les femmes, des bonnes pratiques de protection et promotion des droits des femmes seront mises à la portée de tous.

iv. Bénéficiaires et groupes cibles :

Les Groupes des Bénéficiaires Cibles sont constituée d'une part des 4 plateformes des organisations informelle et formelles des femmes identifiées dans quatre communes et dans la ville de Beni. D'autre part les autorités administratives, coutumières et forces de sécurité constitue un deuxième groupe de bénéficiaires cibles. Afin le troisième GBC est celui des leaders locaux. La cible est constituée de 2700 personnes (1200 femmes, 1250 autorités politico administratives et leaders locaux).

Principales activités associées :

Activité 3.2.A : Organiser 2 rencontres de consultations interactives entre les organisations des femmes, des jeunes et leaders mis en réseau sur les questions relatives à la bonne gouvernance sécuritaire et la protection des populations

Activités 3.2.B : Accompagner 10 initiatives non-violentes de plaidoyer conduites par le réseau des groupes des femmes, des jeunes membres des conseils communaux de la jeunesse et les autres leaders locaux en rapport avec leurs besoins spécifiques de protection, sécurité, inclusion et participation dans le processus de prise de décisions

Activité 3.2.C : Soutenir les autorités politico administratives dans l'organisation 4 rencontres avec les groupes des femmes, des jeunes et des leaders locaux pour examiner le niveau de considération de leurs revendications et doléances formulées.

Activité 3.2.D : Soutenir l'organisation de 4 Activités de Rapprochement répondant aux besoins spécifiques de protection et sécurité par les autorités politico administratives (reboisement,...)

Activité 3.2.E : Organiser mensuellement (10 mois) des campagnes de sensibilisations de proximité sur la promotion des droits de la femme conduite par des structures à base communautaire (Comités locaux de sécurité et de proximité CLSP, les comités locaux de paix, les groupes des jeunes,...)

Activité 3.2.F: Produire et diffuser les instruments légaux portant protection et promotion des droits de la femme

Activité 3.2.G : Organiser 2 séances de partage d'expériences entre les réseaux des structures des femmes, des jeunes et leaders locaux ayant déjà occupé des fonctions de prise de décision avec celles éprouvant encore de difficultés d'y accéder.

Activité 3.2.H : Organiser des 2 Ateliers d'échanges entre les groupes des femmes et les autorités administratives, coutumières autour de la promotion des droits de la femme et la jeune fille

Activité 3.2.I : Organiser 2 ateliers d'échanges et d'identification des Meilleures Pratiques à promouvoir pour la défense des droits de la femme (Homme Idéal)

Activité 3.2.J : Appuyer 4 missions de la partie Etatique et Accompagner les autorités dans l'organisation 4 Manifestations de Démonstration des meilleurs pratiques contre les inégalités sociales

4. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum ½ page) :

Du début à la fin de la mise en œuvre de toutes les activités de ce projet est sensible au genre dans la mesure où toutes les interventions se focalisent sur le renforcement des relations de confiance, de



collaboration entre les groupes des femmes, des jeunes, les leaders locaux et les autorités politico administrative.

La particularité ici est que la lutte contre les inégalités, le respect des droits des femmes, la sécurité et protection spécifiques des femmes constituent le cheval de bataille. Les actions des femmes sont appuyées afin qu'elles-mêmes (les femmes) soient capables de mobiliser et d'engager les hommes leaders locaux, les autorités dans ce combat. Les activités planifiées pour cet OS vont permettre aux groupes des femmes et aux autorités de définir ensemble des stratégies conjointes de lutte contre toutes les formes de violence dont les femmes sont victimes, la participation des femmes dans les mécanismes locaux de prise de décision et de gestion des conflits et l'engagement des femmes. De manière plus durable, les autorités sont mobilisées par les groupes des femmes à prendre des décisions et adopter des politiques qui se focalisent sur la protection, la sécurisation de la femme dans son milieu ambiant.

Il faut noter également que la stratégie genre de Pole Institute est mise à profit pour la prise en compte du genre dans la réalisation de toutes les activités contribuant à l'atteinte de cet OS qui se focalise essentiellement sur la conjugaison des efforts entre les femmes, les leaders locaux, les jeunes et les autorités pour l'amélioration de l'engagement des femmes dans le processus de prise de décision et de transformation des conflits pour la stabilisation de Beni. Cette stratégie est centrée sur le renforcement de la collaboration entre les femmes, les jeunes et les autorités y compris les leaders locaux dans le processus de construction de la paix et prévention des conflits, la lutte conjointe contre les inégalités sociales et les pratiques coutumières discriminatoires et les violences contre les femmes. Toutes les actions telles que planifiées sont sensibles au genre car prennent en compte les besoins spécifiques de protection, de sécurité des femmes, des jeunes et des hommes.

Les femmes représentent plus ou moins 650% des bénéficiaires et participants aux activités de cet OS mais aussi les thèmes ainsi que les problématiques abordées dans les dialogues entre les groupes des jeunes, leaders locaux et groupes des femmes convergent vers l'amélioration de la situation de la femme, des jeunes à risque.

5. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum ½ page) :*

La stratégie opérationnelle de mise en œuvre de cet OS commence par le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes. Ceci constitue le premier volet de la mise en œuvre de cette stratégie. Il s'agit des groupes des femmes, des leaders locaux et des autorités qui sont indispensables pour la réussite de l'accompagnement des actions des femmes tendant à mobiliser toutes les communautés dans la lutte contre les inégalités, les violences à l'égard des femmes, toutes les formes de discrimination. Le deuxième volet est constitué de l'ensemble d'actions d'accompagnement et coaching des actions des femmes. Il s'agit des analyses des spécifiques des femmes, des actions de plaidoyer auprès des autorités politico administratives, forces de sécurité et des actions de mobilisation de toutes les communautés autour des activités renforçant la protection de la femme et son engagement dans la stabilisation et la prévention des conflits. Le troisième volet, cible les autorités, les leaders locaux et d'autres groupes d'hommes et des jeunes. Les activités de ce volet permettront aux hommes, aux autorités et leaders locaux non seulement d'être réceptifs aux problèmes des femmes mais aussi de s'engager et d'adopter des attitudes freinant ainsi les inégalités et les formes des violences dont sont toujours victimes les femmes.

Ainsi, la réunion de tous les trois volets contribuera d'une part au renforcement des relations de confiance entre les autorités et les populations, à la culture de redevabilité promotrice de paix grâce à



la mobilisation de tous les acteurs locaux, provinciaux et nationaux dans le processus de construction de la paix, prévention des conflits et de la stabilisation de la ville de Beni.

Plan de travail (voir l'annexe 2).

b) *Stratégie d'engagement politique et de mobilisation et d'encrage entre les parties prenantes*

La mise en œuvre de ce projet connaîtra la participation des acteurs de différents horizons sur base de leurs capacités d'influence et leur ascendance en rapport avec la réduction des facteurs moteurs clés des dynamiques des tensions et des conflits entre les autorités politico administratives, les politiciens et les forces de sécurité d'une part, et les jeunes et les femmes d'autre part, en vue de l'amélioration d'une gouvernance sécuritaire en ville de Beni et ses environs.

Les jeunes et les femmes ainsi seront capacités en matière de participation citoyenne à la consolidation de la paix et participeront à la consolidation de la paix aux cotés des autorités administratives et des responsables des forces de sécurité qui conjuguent leurs efforts en vue de la pacification de la zone, la restauration de la confiance et la bonne gouvernance sécuritaire.

La stratégie d'encrage sera marquée par l'implication des acteurs locaux, provinciaux, nationaux et régionaux.

1. Le niveau local :

- **Le maire de la ville :**

Il est l'autorité répondant numéro un de la ville et en charge des questions de l'administration et la gouvernance politique et sécuritaire de la ville. Comme représentant du pouvoir sur l'entité, il est garant de la bonne marche des institutions et répondant de l'Etat vis – a – vis des questions relatives à l'ordre et la sécurité en ville. A ce titre, il reçoit et canalise les doléances et revendications des citoyens et leur garantit ordre, quiétude et sécurité. Il représente l'instance de recours ultime pour le bon aboutissement du travail de restauration de la confiance entre les populations et l'Etat.

Etant donné que le contexte de Beni a démontré qu'en général toutes les revendications, les doléances des groupes de pression, des populations et des organisations formelles de la société civile, les autorités administratives, en particulier le Maire de la ville de Beni seront appelées à participer aux activités de dialogue et d'amélioration de la communication afin d'appuyer le processus de réconciliation et de renforcement des relations de confiance. Le Maire de la ville de Beni jouera un rôle intermédiaire entre les pouvoirs provincial, central au niveau national et les communautés locales. Ainsi, à travers le cadre de concertation piloté par lui, le Maire rendra compte aux groupes de pression, des jeunes et des femmes sur le progrès relatif à sa collaboration étroite avec les autorités provinciales et nationales dans le cadre de la stabilisation, la restauration de la paix et la sécurité dans la zone du projet.

- **Les Bourgmestres des communes :**



Sont les collaborateurs relais du Maire de la ville dans leurs entités respectives qui sont les quatre communes (Beu, Rwenzori, Mulekera et Bungulu). Ils participent à la prise des décisions en matière de gouvernance locale et gèrent leurs entités. Ils sont susceptibles d'influencer les habitants des communes à s'investir en matière de recherche de la paix et la participation à la gouvernance sécuritaire de chaque commune de la ville. En jouant le rôle d'intérimaires, les bourgmestres sont des points d'entrée et/ou de point entre le Maire et les groupes des jeunes et des femmes des communes administrés par eux. Les activités du projet, faciliteront des échanges permanents entre les différentes autorités municipales et les populations en particulier les groupes des pressions des jeunes, des femmes et d'autres leaders locaux.

- **Les Cadres de base :**

Qui sont les autorités proches de la population qui administrent et supervisent en lieu et place du Maire de la ville les entités au niveau des quartiers, avenues et Dix Maisons. Ils font le relai entre les habitants de ces entités municipales et les autorités de la ville pour toutes les questions relatives à la vie des citoyens qui vivent sur ces espaces. Comme autorités de proximité, ils assurent la collecte des données de base avec les communautés et les transmettent au second degré pour être examinées et recevoir des solutions. Ils sont du niveau réaliste pour la production des analyses critiques afin de penser récolter et traiter les revendications ultimes des populations avant qu'elles en soient soumises au degré de prise des décisions.

- **Les autorités coutumières :**

Ils sont garants des US et pratiques des coutumes et jouent le rôle consultatif en matière de gouvernance. Ils détiennent un pouvoir discrétionnaire d'actions coutumières sur le devenir des communautés et influencent dans une large mesure les décideurs à tous les niveaux pour la prise des actes. Ils ont un rôle consultatif et constituent un recours en matière de collaboration entre les pratiques traditionnelles et les comportements des dirigeants et représentants forces vives de la société. Dans le cadre du présent projet, ils seront les référents à propos des revendications des femmes en matière d'évolution des US et coutumes estimées non bénéfiques à leur participation citoyenne aux actions de paix et de sécurité de la ville.

- **Le Bureau urbain de la jeunesse :** Le projet pourra se servir de ce service qui est un organe technique de l'administration publique de la ville et s'occupe de l'encadrement de la jeunesse pour accompagner les actions de Paix et de développement.
- **Le Conseil urbain de la jeunesse :** Au niveau de la ville, il est institué un cadre de mobilisation et d'échange des jeunes en vue de leur promotion socio-culturelle et engagement pour le développement de leur milieu.
- **Les Conseils Communaux de la Jeunesse :**

Les CCJ sont des ramifications du Conseil urbain en commune et jouent le rôle de promotion socio-culturelle et engagement des jeunes pour le développement de leurs communes. Cette structure est efficace dans la mobilisation et l'amélioration de l'implication des jeunes dans le processus de stabilisation et prévention des conflits. Etant proche des autorités politico administratives, surtout des autorités de la commune, les Conseils Communaux de la Jeunesse constituent une opportunité de rapprochement entre les autorités susmentionnées et les autres groupes informels des jeunes et des femmes. A l'issue du processus de capacitation, les membres des CCJ seront capables de mobiliser et



d'engager les autres groupes dans le dialogue démocratique et les échanges d'amélioration de la communication avec les autorités.

Etant considérés comme des contrepoids, les Conseils Communaux de la Jeunesse auront plusieurs interactions avec les bourgmestres et le Maire de la ville. Ainsi, ils contribueront à la mobilisation et engagement d'autres groupes des jeunes dans le processus de dialogue démocratique. Le projet appuiera leurs actions de mobilisation, de sensibilisation des groupes des jeunes et leurs initiatives de plaidoyer, d'échanges et rapprochement entre les groupes des jeunes, des femmes et les autorités.

- **Les Organisations de la Société Civile de la thématique jeunesse :**

Qui sont les leaders religieux, les leaders des associations de paix et développement, etc... Ces acteurs jouent aussi un rôle important dans la mise en place des activités de recherche de paix dans la ville de Beni.

- **Les Collectifs et Organisations féminines :**

Il existe des organisations féminines et celles regroupées en collectifs qui font du travail de promotion des droits de la femme et sont impliquées dans le processus de recherche de paix dans la zone. Toutefois, les communautés estiment qu'elles ne sont pas suffisamment représentées pour agir conséquemment et les femmes qui les animent clament que leur participation aux instances de prise de décisions est encore faible. Les femmes de la région et celles de la ville considèrent que si leurs revendications étaient prises en compte, elles auraient contribué à la restauration de la confiance entre les communautés et les autorités en matière de gouvernance sécuritaire. Dans une certaine mesure, les femmes de la zone pensent ne pas jouir d'autant d'opportunités que leurs pairs à la conduite des affaires de l'Etat malgré les prescrits de la constitution et des pesanteurs culturelles à améliorer pour leur participation effective au processus de paix et de bonne gouvernance sécuritaire. Leur implication dans le Cadre de Concertation et le renforcement de leurs capacités à produire des analyses critiques en matière de paix et sécurité va les amener à coup sûr à être dynamiques et se mettre ensemble avec les autorités, les forces de l'ordre et les jeunes à s'investir encore plus dans le processus de pacification de la ville, et voir leurs revendications non violentes être prises en compte.

- **Les mouvements citoyens et groupes de pression :**

Constitués majoritairement par les jeunes, les mouvements citoyens comme « LUCHA » et le groupe de pression connu sous le nom de « VERANDA MUTSANGA » sont les moteurs et vecteurs des revendications de la population et sont soutenus par elle. En ville de Beni, en plus des organisations structurées de la jeunesse comme structures de pacification, il s'ajoute ces tentacules qui exercent une pression sur les autorités et les forces de sécurité pour la stabilisation de la zone. En tout état de cause, les éléments de ces composantes requièrent un renforcement des capacités en analyses critiques et canaux de communication non violents.

C'est un niveau où la lutte pour le changement se fait par des jeunes qui dans la plupart des cas accusent des insuffisances des capacités de revendication non violente sur base des manipulations et de la désinformation. Leur travail, quoi qu'il soit, a porté des fruits selon les populations de la zone. Ce qui a fait que ces groupes soient estimés par les communautés ce qui impacte sur les différents groupes des jeunes naissants et/ou ancien qui s'inspirent de ces méthodes pour orienter leur lutte. D'où l'importance de travailler avec eux dans le processus de consolidation de la paix dans la ville de Beni., l'interaction entre les jeunes des mouvements citoyens et les jeunes d'autres groupes impactera pour un changement positif pour la consolidation de la paix.

- **Les autres structures à base communautaire existantes**

Il s'agit en particulier de cellules d'animations communautaires des communes, des Comités locaux de paix et de développement appuyés par le CPAP-Beni, les Comités locaux de sécurité et de proximité CLSP, CLSP,... qui seront mobilisés à travers les activités du projet. Ces derniers joueront



un rôle important dans la mise en œuvre des solutions identifiées et les activités d'essaimage et mobilisation communautaires.

2. Le niveau provincial :

- **Les députés Nationaux élus** et les cadres qui travaillent dans le gouvernement sont parfois soupçonnés de jouer un rôle important dans cette crise de confiance installée. Ils mobilisent les communautés et font passer des messages contre les actions gouvernementales et exacerbent bien des résistances comme pour le cas de la maladie à virus Ebola et de la résistance des jeunes aux actions des forces de l'ordre et de sécurité pour traquer les ennemis de la paix. Ces politiciens sont accusés non seulement d'utiliser la force de leurs opinions, mais aussi de « s'appuyer stratégiquement sur des groupes des jeunes manipulables » afin de servir des intérêts politiques et privés. Partant du fait qu'ils sont au départ notable de la zone avant d'être membre du parlement fait qu'ils sont plus écoutés dans les communautés, l'orientation de leurs implications vers des actions positives pour la consolidation de la paix serait une valeur ajoutée à notre travail.
- **L'assemblée provinciale** : Le parlement provincial joue un rôle important dans la mise en place des édits provinciaux visant à maintenir la paix et la sécurité dans la zone du projet et la protection spécifique des droits des femmes et des jeunes. Les députés provinciaux ont aussi un intérêt dans les projets qui encadrent et donnent des emplois aux jeunes. La création des liens et des espaces d'échange entre ces structures et les structures des jeunes et des femmes pour un travail sur différentes questions liées à la bonne gouvernance, la sécurité de la zone ainsi que la gestion et la prévention des conflits contribuerait au fonctionnement du cadre de concertation et renforcerait la confiance entre les structures mentionnées.
- **Le gouvernement provincial** : dont certains membres comme celui de la jeunesse et du genre devront être impliqués dans le travail du projet à titre de leur influence sur les actions des jeunes et de la capacité de mobiliser les organisations féminines pour une coordination des actions de paix et de gouvernance sécuritaire de la zone. Les activités du projet vont renforcer la communication autour des besoins spécifiques des groupes de jeunes et des femmes entre les membres du gouvernement provincial, notamment les ministères clés, les Députés provinciaux et les groupes des jeunes, des femmes et des leaders communautaires locaux.

3. Les acteurs au niveau national :

- **Le Groupe communautaire « KYAGHANDA »** au niveau national qui regroupe les personnalités représentant la communauté YIRA et qui a une forte ascendance sur le vécu des populations NANDE. Ici se discutent des idées forces de l'orientation communautaire et politique de tout le peuple, et pouvant aussi donner des orientations en matière de paix et de gouvernance à Beni. A ce niveau, les activités du projet pourront s'orienter vers ces notables et personnalités respectables pour produire des analyses saines et critiques en rapport avec les crises de confiance entre les autorités et les jeunes et les femmes de la ville et penser des pistes d'harmonisation des vues pour la paix et la sécurité.
- **Les leaders politiques de renom, les anciens ministres et ministres nationaux en fonction (influenceurs politiques)** ne sont pas épargnés. Certains sont soupçonnés d'attiser les



conflits et les autres jouent un rôle important dans la recherche de la paix. Il y a également lieu de faire un regard au niveau régional pour essayer d'analyser les influences des pays voisins qui tirent des intérêts supposés ou réels de la zone, ainsi que des politiciens des pays en mal de positionnement politique qui sur tirent les ficelles en qualité d'entrepreneurs des conflits et bénéficient de la persistance de la crise dans ce coin du pays. Ces acteurs seront impliqués dans les activités de dialogue et d'échanges et surtout seront consultés sur leur influence avérés ou non dans la stabilisation.

Les différents acteurs énumérés ci-haut participeront directement aux différentes rencontres d'échanges et de dialogues planifiées. D'autres rencontres seront organisées avec des acteurs importants et ou influenceurs politiques qui n'ont pas pu participer aux rencontres afin de requérir leur implication positive dans la mise en œuvre des solutions aux dynamiques des conflits dans la ville de Beni et au renforcement des relations de confiance entre les autorités, les forces de sécurité congolaises et les populations locales, en particulier les groupes des Jeunes. La stratégie d'encrage consiste à renforcer les mécanismes de contact, de communication et de dialogue entre les différentes parties prenantes importantes et indispensables où qu'elles se trouvent au niveau local, provinciale et national.

En plus, les expériences de la MONUSCO (affaires politiques et civiles), STAREC et la protection civiles et d'autres acteurs seront mises à profit à travers des rencontres d'harmonisation qui sont envisageable.

1. *La stratégie du consortium (approches, ressources utilisées, etc.) pour engager, mobiliser et influencer chacun des types/catégories d'acteurs présentés dans l'analyse (« actors mapping »).*

Il sied de signaler que les membres du Consortium vont capitaliser sur leur présence, acceptance et ancrage dans la zone ciblée grâce aux diverses interventions (récentes ou en cours) de chaque partenaire. Ce projet va se focaliser sur les acquis des programmes précédents dans la zone, notamment les programmes « Vijana wenye nguvu kwa amani : jeunes outillés pour la paix », « Njia za Makubaliano / Les Chemins vers les Accords », qui ont déjà posé les jalons pour permettre une continuité efficace dans le cadre des résultats attendus.

Ce consortium estime en effet qu'un projet sans un engagement fort des communautés et celui des autorités (à tous les niveaux) ne peut être pérennisé. Il va sans dire que le consortium va, dans le cadre de ce projet, engager, influencer en vue de mobiliser ces acteurs de manière à ce qu'ils deviennent de véritables instruments d'engagement politique et de mobilisation dans la ville de Beni et la zone toute entière. Pour contourner l'impact de nuisance potentielle des différents acteurs dans la mise en œuvre des activités, le consortium veillera à la participation et l'implication de chaque catégorie, à chaque échelle de pouvoir et aux différentes phases de l'intervention.

Les acteurs locaux : Pour assurer un engagement politique fort au niveau local, un Cadre de Concertation permanent des membres des communautés et des autorités politico administratives devra être mis à place. Les membres de ce cadre de concertation proviendront non seulement des catégories de personnes ciblées par ce projet (les autorités politico administratives, le SECAS des FARDC, les groupes des jeunes, les femmes issues des organisations féminines et collectifs des organisations des femmes) mais aussi les différentes couches et structures sociales de base dont notamment les associations des jeunes, les associations des femmes, la notabilité locale, les autorités



coutumières, les leaders d'opinions ainsi que le Bureau de la coordination urbaine de la société civile de Beni. Au début du projet, ce cadre de concertation sera associé au vote ou adoption des critères de sélection des bénéficiaires et pourra, si besoin, être activement impliqué dans l'identification des destinataires des actions du projet. Ce cadre de concertation travaillera en consultation étroite avec la coordination du projet. En plus du suivi et de l'évaluation réguliers des activités et du niveau d'avancement du projet, ce cadre de concertation sera également impliqué dans des séances d'analyse des résultats intermédiaires : une façon de les inclure dans l'atteinte des objectifs attendus dans le cadre de ce projet. Chaque membre de ce cadre de concertation devra faire part des résultats ainsi escomptés à sa hiérarchie : une façon de permettre aux parties prenantes du niveau provincial ou national d'avoir les échos du projet et par conséquent d'y porter leur intérêt.

Une séance de détermination et d'analyse des effets négatifs de chaque activité sera convoquée avec la participation des représentants des bénéficiaires, des leaders d'opinion, les autorités communautaires et cadres de base avec notamment les membres du cadre de concertation évoqué ci-haut. Cette séance pourra ainsi définir les grandes lignes de la prise en compte de l'approche « Ne pas nuire » à la fois sur le plan politique et méthodologique.

Nous cherchons *ici* à cibler les chefs coutumiers (chefs des chefferies, groupements, localités), les leaders communautaires, les activistes de la société civile (incluant les opérateurs économiques), spécialement les jeunes leaders (hommes et femmes), qui seront directement impliqués dans le projet pour accompagner les bénéficiaires dans la réalisation des activités. Ces acteurs ont souvent de l'influence sur la situation de leurs entités et de l'ascendance sur les jeunes et femmes qui jouent un rôle dans les différends, et sur lesquelles on devrait capitaliser pour les associer au projet. En effet, ne pas les impliquer signifie s'exposer au risque de les mettre dans une situation d'antagonisme et ils peuvent constituer une menace pour la bonne marche du projet.

Les acteurs provinciaux : POLE INSTITUTE, tant que responsable de cette intervention, assumera la responsabilité principale de la liaison avec les acteurs provinciaux et nationaux pour la représentation du projet. Les institutions provinciales seront impliquées dans la mise en œuvre du projet, notamment l'Assemblée provinciale et le gouvernement provincial.

POLE INSTITUTE assurera la participation active des autorités dans les activités de démarrage du projet, de mi-parcours ainsi que l'établissement de la stratégie de sortie. Des engagements seront pris avec les autorités compétentes au niveau local et provincial pour définir les responsabilités de toutes les parties prenantes au projet. Ces derniers détermineront le niveau d'implication et l'apport de la partie nationale pour la réussite du projet ainsi que les conditionnalités pour l'exécution de certaines activités, notamment pour l'accompagnement des autorités, des jeunes et des femmes ainsi que d'autres bénéficiaires. POLE INSTITUTE rendra disponible un budget limité pour les visites de suivi sur terrain pour les agences gouvernementales concernées, afin de soutenir les objectifs du projet et donner l'opportunité d'un plaidoyer directe aux bénéficiaires.

Les élus provinciaux ont beaucoup d'influence dans leurs terroirs, et ils seront sollicités par le consortium quand les opportunités se présenteront pour leur mise à contribution dans les séances de dialogue, sensibilisation des jeunes et d'autres membres de la communauté sur la paix. Le gouvernement provincial, avec en tête le gouverneur de la province du Nord Kivu, sera un acteur clé dans l'accompagnement du projet, car à travers les ministères clés (les ministères ayant en charge la



jeunesse, la sécurité et le genre), les divisions provinciales et les services techniques y relatifs, il assurera l'accompagnement du projet.

Les acteurs nationaux : Au niveau national, le projet bénéficiera également d'accompagnement des acteurs étatiques et de la société civile. Sur le plan socio-politique et même technique, certains acteurs seront associés - les leaders ressortissants des communautés bénéficiaires qui sont basés dans la capitale Kinshasa et les élus nationaux. Tous seront mis à contribution en vue de l'atteinte des objectifs.

c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

POLE INSTITUTE et son partenaire Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoir et Droits Humains, APCDDH accordent une grande priorité à la coordination préalable de toutes ses activités avec les autres acteurs de la thématique peacebuilding avec les autorités locales et nationales compétentes. Au cours de la mise en œuvre des activités, le consortium maintiendra une étroite collaboration avec les structures étatiques du niveau national jusqu'aux démembrements décentralisés au niveau local. Pour une bonne appropriation institutionnelle du projet afin de pérenniser les acquis de l'intervention, le consortium associera les acteurs étatiques dans les activités clés, notamment les sessions de formation, activités de sensibilisation, l'organisation des ateliers de renforcement de capacités des jeunes, des femmes et dans les actions de plaidoyer à mener. Et ce, à tous les niveaux de participation dont le niveau local (avec les chefs de quartiers, les Bourgmestres des communes et le maire de la ville), le niveau provincial en impliquant systématiquement les deux institutions étatiques majeures dont l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial et enfin au niveau national.

Pour renforcer la durabilité, l'appropriation et la pérennisation des interventions de ce projet, il sera focalisé sur le renforcement des capacités et la collaboration avec les structures et groupes des jeunes, des femmes et des autorités administratives.

Les acteurs étatiques seront impliqués dans toutes les étapes du projet dont la planification, la mise en œuvre, le suivi & l'évaluation et l'élaboration de la stratégie de sortie.

Au niveau provincial : l'implication des autorités provinciales notamment l'Assemblée provinciale, le gouvernement provincial se fera à travers le cabinet du gouverneur et les ministères provinciaux de tutelle et la commission provinciale de la jeunesse, de l'intérieur et sécurité et celui du genre, à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet, en tant que garants de la sécurité et la paix sociale dans la province. Le consortium s'occupera de coordonner avec les éventuels acteurs de paix dans la zone. Une fois ces processus lancés, le consortium organisera des discussions avec le CTS et/ou CTC pour évaluer les collaborations et chemins de communication nécessaires pour une collaboration efficace.

Au niveau urbain : l'implication de toutes les autorités politico administratives locales (Maire de la ville, Bourgmestres des communes et cadres de base) ainsi que les acteurs de la société civile et les confessions religieuses dans la mise en œuvre de toutes les activités menées par le consortium, constituera un avantage pour capitaliser les acquis du projet, en recourant aux bonnes pratiques développées dans leurs milieux tout au long du projet, à travers l'encadrement des jeunes et la participation effective des femmes dans le processus de la paix dans la région ainsi que le renforcement des mécanismes de redevabilité des autorités politico administratives envers les populations.



Au niveau de base : l'implication de toutes les structures locales à base communautaire notamment les organisations et collectifs des femmes, les groupes des jeunes, les membres de la société civile et les confessions religieuses sera assurée dans toutes les étapes de la mise en œuvre du projet. Le renforcement des capacités des bénéficiaires (surtout les groupes des jeunes et les organisations et collectifs des femmes) au niveau local à travers les sessions de formation et les séances de sensibilisation sera un acquis durable au bénéfice de la paix et de la sécurité après le projet.

En rapport avec les objectifs spécifiques, la stratégie du consortium s'appuie sur les principes de participation et d'appropriation des initiatives par les communautés des bénéficiaires en concomitance avec l'implication des autorités politico administratives en vue d'arriver à les rendre redevables les uns envers les autres et de contribuer à la restauration de la sécurité.

S'agissant **des groupes des femmes qui influencent et participent à toutes les étapes du processus de consolidation de la paix**, et qui sont reconnues comme actrices de changement politique, le projet entend renforcer leurs capacités à influencer l'application de lois justes et de politiques favorisant l'égalité entre les sexes qui devraient être développées et appliquées au niveau local, régional et national. Le projet vise à amener les femmes à participer effectivement à la prise des décisions sur les questions concernant la prévention, la gestion et la transformation des conflits et la prise en compte leurs besoins spécifiques.

Concernant les groupes des femmes qui sont mis en réseaux et travaillant avec les autorités ; leurs capacités de mener des analyses constructives seront renforcées afin qu'elles soient capables d'entreprendre des actions de consolidation de la paix et prévention des conflits à travers les résultats des analyses critiques qu'elles fourniront. Grace aux actions de plaidoyer menées par les femmes, les autorités politico administratives prendront des décisions favorables à la paix par la prise en compte de leurs besoins spécifiques à l'Egalité des sexes.

En ce qui concerne le travail de la population avec les autorités politico administratives qui sont redevables, proposent et mettent en œuvre des solutions concrètes pour la transformation des dynamiques de conflit dans la zone, il sera développé des stratégies comme l'accompagnement des structures communautaires afin de les rendre plus fonctionnelles à travers le cadre de concertation permanent mis en place. Des activités de soutien de leurs membres dans la gestion des conflits pour leur permettre d'entreprendre des actions de mobilisation communautaire autour des questions de prévention des conflits et de gouvernance sécuritaire seront développées conjointement avec les autorités compétentes et les leaders à tous les niveaux.

Et enfin, par principe de redevabilité, les acteurs politiques vont être engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle et les relations de collaboration et de confiance entre les autorités politico-administratives, les forces de sécurité et les groupes des jeunes et les organisations des femmes seront renforcées et améliorées.

III. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales :

a) Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales :

Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales, inclus le(s) partenaire(s) d'exécution supplémentaire(s) dans le consortium (maximum 1/2 page par organisation participante) :



Pole Institute :

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Pole Institute travaille avec les fonds des différents donateurs convaincus de son approche de mobilisation des acteurs et partie prenantes dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans la région. Il s'agit de bailleurs de fonds comme Union Européenne, Pain Pour le Monde, UNPBF, ISSS-Fonds pour la Consolidation de la Paix, Swedish International Development cooperation Agency (SIDA).

Avec un budget annuel de **1820340 de dollars américains** Pole Institute exécute son programme de consolidation de la paix, de prévention des conflits dans les zones affectées par les conflits.

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

Actuellement Pole Institute travaille avec plus ou moins 45 employés qui sont affectés à ses bureaux de Coordination de Goma et ses trois bureaux de terrain de Beni, Bunia et Kitshanga. Neuf personnes seront impliquées dans la mise en œuvre de ce projet parmi elles 3 seront basées localement restent à recruter. Il s'agit :

- Le coordinateur de POLE qui se rassure la mise en œuvre du projet et se rassure de la qualité des résultats //produits obtenus. Le projet le prend en charge à hauteur de 25%.
- Un chef de projet à qui la mise en œuvre des activités du projet incombe entièrement. Il rédige les rapports mensuels, trimestriels et mensuels et les partage avec le Coordinateur POLE. Il pilote le travail de terrain et fait le premier travail d'assurance -qualité des activités et des résultats. Il est pris en charge à 100% par le projet.
- Deux animateurs-terrains et 1 chercheur *senior* qui sont pris en charge à 100% par le projet.
- Le financier de Pole Institute est chargé des opérations financières du projet, et rapportage financier conformément au calendrier fixé au sein du consortium. Il est pris en charge à hauteur de 25% par le projet.
- Un chargé du suivi-évaluation pour autant qu'il devra suivre aussi le déroulement des activités et le cas échéant, interpellé le chargé du projet sur des retards éventuels, est sur le projet à hauteur de 100%
- La Responsable *Genre* de Pole se rassurera à chaque étape du projet que l'approche genre retenue pour ce projet est respecté. Elle sera prise en charge par le projet à 25%.
- Le Directeur de programme veillera à la qualité des interventions et soutiendra les activités des formations. Il consacrera 30% de son travail à ce projet.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

Pole Institute mettra à la disposition de ce projet des matériels pour faciliter le travail de son équipe de travail. Notamment, un véhicule, les bureaux pris en location et d'autres matériels importants pour la mise en œuvre des activités du projet et au bon fonctionnement opérationnel de ses bureaux de coordination de Goma et Beni.



2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique.

Pole Institute est non seulement un Institut de recherche-action, spécialisé dans la prévention et la résolution des conflits. Les résultats des recherches débouchent sur trois types d'action : le plaidoyer, la communication et la capacitation (formation) mais aussi une organisation impliquée dans la consolidation de la paix et prévention des conflits dans la Région des Grands Lacs en général et dans la République Démocratique en particulier depuis plus de 23 ans. Pour prévenir et résoudre les conflits, Pole utilise la communication, le dialogue, l'accompagnement politique et la formation des jeunes à la transformation sociale et politique non violente. Durant ces 15 dernières années, Pole Institute a focalisé ses interventions de consolidation de la paix sur la recherche des solutions aux dynamiques de conflits fonciers dans la région à travers un processus de dialogues démocratique entre les différentes parties prenantes impliquées dans la gouvernance et l'exploitation foncières. Dans ce processus, sur base des résultats des études et des rencontres de dialogues, Pole Institute, à travers sa stratégie de plaidoyer, a impliqué différents acteurs étatiques de l'administration foncière, membres du parlement et les communautés locales dans les réflexions sur la sécurisation des terres des communautés locales et la gestion des conflits liés à l'activisme des groupes armés par les voies non-violentes. Travaillant en réseaux avec les organisations de la société civile, les structures locales de paix et les groupes des parlementaires, Pole Institute est actif dans la coordination foncière du Nord Kivu. Les équipes d'intervention pluridimensionnelles de Pole Institute constituées de membres ayant une bonne maîtrise de la région et une grande expérience dans la gestion des dynamiques conflits est un atout pour la mobilisation des acteurs politiques, les membres des communautés locales ainsi que les grands concessionnaires de terres, les leaders des groupes armés pour qu'ils travaillent ensemble dans la recherche des solutions plus durables à la problématique de sécurisation foncière qui constitue l'une des causes majeures de la recrudescence des dynamiques des conflits dans la province du Nord Kivu.

En RDC, le programme de Consolidation de la paix de Pole Institute est sous la gestion du Coordinateur qui travaille en étroite collaboration avec 4 chefs de projets expérimentées dans le développement et la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix et prévention des conflits. Pole Institute mettra à la disposition du consortium son expérience d'engagement des acteurs politiques et les communautés locales pour une construction conjointe de la paix et prévention des dynamiques des conflits dans les zones ciblées par le projet.

Avec ses précédentes interventions, Pole Institute travaille avec les structures communautaires de paix localisées dans les zones autour de Kitshanga. Cette présence constitue un atout de réussite de mobilisation des acteurs au niveau locale, provincial et national.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification :

Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoir et Droits Humains, APCDDH est présent dans le territoire de BENI par Ses bureaux de Terrain mais aussi à BENI ville où se trouve Sa grande base hébergeant son bureau de Coordination Générale en RDC. Cette présence au niveau de la Ville voire des cités constitue une bonne opportunité d'un côté de l'acceptance facile du Projet et de sa réussite de l'autre côté. La connaissance de ces milieux ainsi que la maîtrise de travail dans leur contexte d'instabilité sécuritaire, sont un atout majeur sur lequel le projet pourra s'appuyer surtout qu'il s'agit d'un programme de stabilisation.



b) Présentation des expériences pertinentes

Expérience de Pole Institute

Titre du projet : PROJET PBF « VIJANA WENYE NGUVU KWA AMANI » JEUNES OUTILLES POUR LA PAIX, projet aligné à la stabilisation	
<i>Durée</i>	18 mois
<i>Budget</i>	1 250 000,00 USD
<i>Bailleur</i>	Nations Unies – Consolidation de la Paix (UNPBF)
<i>Organisations de mise en œuvre</i>	Pole Institute en collaboration avec Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) par son unité Groupe Danois de Déminage (DDG)
<i>Pays de mise en œuvre</i>	République Démocratique du Congo
<p>Objectif : offrir une réponse holistique aux causes profondes des conflits identifiés dans le Nord Kivu, et à réduire le recrutement des jeunes par les groupes armés, à travers les trois axes principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien à l'intégration des jeunes femmes et hommes dans les processus de dialogue démocratique et des mécanismes communautaires de gestion de conflits et renforcement de la confiance intergénérationnelle. - Outiller les jeunes contre les discours de haine en les formant à l'analyse critique des messages politiques, développer leurs capacités en communication et plaider en faveur de la prévention et la réduction de la violence. - Appui à la stabilisation accrue des communautés à travers l'autonomisation des jeunes de 18 à 24 ans et le développement de leur résilience économique. <p>Résultats obtenus : Les activités de dialogue démocratique et de sensibilisation des jeunes aux droits de l'Homme, des femmes et de l'enfant ont eu un retour très positif de la part des bénéficiaires du projet. Certains jeunes se sont par la suite engagés à sensibiliser, à leur tour, les jeunes de leur quartier, conscients de l'importance de la mobilisation des jeunes pour un processus de stabilisation durable.</p> <p>Stratégie d'intervention : Ce projet est aligné sur la stratégie ISSSS (SSU/STAREC), notamment du fait qu'il est basé sur une analyse des conflits sensible au genre, et qu'il cible une ou plusieurs des dynamiques de conflit identifiées dans les zones de stabilisation. De plus, les activités de résilience économique du projet sont rattachées au pilier IV de l'ISSSS : « retour, réintégration et relèvement socioéconomique. » Le projet vise aussi les zones prioritaires d'ISSSS à Beni et Kitshanga notamment. Enfin, de façon générale cette approche s'intègre également dans une perspective de Nexus.</p>	

Titre du projet : « NJIA ZA MAKUBALIANO »	
<i>Durée</i>	18 mois
<i>Budget</i>	2 500 000 USD
<i>Bailleur</i>	FCS / IAS
<i>Organisations de mise en œuvre</i>	Pole Institute et International Alert
<i>Pays de mise en œuvre</i>	République Démocratique du Congo
Objectif : renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'État et la société (dans la zone	



autour de Kitshanga), pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs de conflit. L'objectif général du projet se résume ainsi : ***Les hommes et femmes dans la zone prioritaire et l'État congolais engagent un processus de dialogue inclusif pour résoudre les causes de conflit, consolider la paix et créer les conditions de stabilité des institutions***

Résultats obtenus :

- Des conflits ont été atténués grâce aux activités mise en œuvre dans le cadre de ce projet,
- A travers les mécanismes de dialogue, plusieurs conflits fonciers ont été résolus,
- Les populations locales ont été rapprochées des autorités politico administratives et plusieurs jeunes ont décidé de quitter les groupes armés afin de travailler pour la paix dans leurs communautés respectives.

Comme acquis de ce projet, les mécanismes de dialogues dans la résolution et la prévention des conflits sont fonctionnels et les structures locales de paix accompagnent les processus de prise en charge des conflits.

Toute la stratégie était focalisée sur le renforcement de la compréhension des dynamiques des conflits majeurs, les dialogues et le renforcement des relations de confiance entre toutes les parties prenantes : les populations locales, les groupes des jeunes et des femmes, les autorités politico administratives, coutumières et forces de sécurité congolaises.

Synthèse d'études de cas et recherches - Pole Institute :

- ***Bwito : fleuron de la toute puissante industrie agricole, devenu un retranchement des FDLR Rwandais***

Cette recherche sort les perspectives tirées lors de la Table Ronde organisée à Rutshuru du 14 au 17 août 2018 et regroupant au moins trois participants représentant chaque communauté ethnique locale et élargie aux élites locales vivant à Goma, à Kinshasa et ailleurs, trois pistes prioritaires de stabilisation de la chefferie de Bwito ont été choisies.

- Le retour du mwami.
- La sensibilisation des groupes armés à déposer les armes, les traquer en cas de résistance.
- L'ouverture des routes agricoles et l'emploi des jeunes.

Ces trois pistes pourraient être des vœux pieux car la réalité sur le terrain montre un paysage politique, économique et culturel tout à fait autre. Cependant il n'empêche que ces trois pistes prioritaires sont des appels d'air de la part d'une population étouffée pour respirer et retrouver un minimum de paix et de normalité. Malgré un contexte sécuritaire difficile dans la chefferie de Bwito, des discussions et des échanges entre populations doivent se poursuivre pour dessiner ensemble les conditions de vie acceptables et assumées par tous autour des questions de fond sur le pouvoir local, la vocation agricole de la chefferie et l'impératif du vivre ensemble inclusif pour tous. Parallèlement à ces efforts de dialogue communautaire, un Policy brief sur la question cruciale des FDLR Rwandaises au Nord-Kivu est impératif afin d'organiser un lobby puissant pour remettre sur la table idoine ce problème qui paralyse la vie des Congolais. Il y va de l'avenir de cette province du Nord-Kivu.

- ***Cartographie des préoccupations des besoins spécifiques des femmes et des jeunes vulnérables ou affectés par des conflits au Nord Kivu.***

Pour les pistes et recommandations, cette recherche a permis d'identifier les principales causes des conflits au Nord Kivu, selon la perception de la population. Pour rappel, il s'agit des conflits fonciers, la présence des groupes armés et l'impunité des crimes de guerre. Les recommandations qui peuvent être avancées pour résoudre les conflits armés doivent par conséquent se focaliser sur



ces causes :

- Les problèmes de conflits fonciers doivent être résolus en s'attaquant à leurs causes démontrées dans ce travail. Des initiatives dans ce sens sont déjà faites par le UN Habitat, mais compte tenu des causes diverses de ces conflits, une forte implication du gouvernement congolais est d'une importance capitale.
- Le gouvernement congolais fournit beaucoup d'efforts dans la lutte contre les groupes armés. Avec l'aide la communauté internationale, elle a par exemple défait le groupe armé M23 en 2013. Cependant, beaucoup reste à faire pour se débarrasser d'autres groupes armés qui pillent les ressources naturelles et tuent les populations civiles. C'est le cas notamment de rebelles FDLR et de Mai Mai.
- Enfin, l'établissement définitif de la paix ne sera pas possible si les criminels de guerre ne sont pas identifiés et sanctionnés. Il appartient au gouvernement congolais et à la communauté internationale de jouer un rôle très actif dans l'arrestation de tous ces criminels et de les déférer devant la justice.

Etude sur l'humanisation de la Riposte contre Ebola qui s'est focalisée sur non seulement les causes des conflits relatifs à la riposte contre Ebola dans le territoire de Beni et l'Ituri mais aussi sur les possibles solutions d'une riposte sensible aux conflits.

Stratégie d'intervention

Pole a utilisé une stratégie intégrée pour la réduction de tensions des conflits dans les zones du projet.

En premier lieu, des études sur les dynamiques des conflits ont été menées afin d'aider tous les acteurs à avoir une compréhension commune des causes de division et les possibles pistes de solutions. *En second lieu*, la stratégie s'est attelée sur la mise en place d'un cadre permanent de dialogue entre tous les acteurs. Cette approche a permis à toutes les parties prenantes au niveau local, provincial et national d'avoir les mêmes vues du contexte et de renforcer leur implication dans le processus de recherche des solutions. Jusqu'aujourd'hui les membres des structures communautaires s'impliquent dans le processus de consolidation de la paix et de stabilisation. *En troisième lieu*, une autre approche était basée sur le rapprochement des populations locales aux décideurs. Tous les problèmes identifiés au niveau local ont été remontés au niveau de la province et de la capitale. Grace à cette approche plusieurs interactions ont été organisées entre les populations et les autorités. Ces relations de confiance sont restées bien que le contexte reste dominé par l'activismes des groupes armés.

Enfin, une stratégie axée sur le genre, qui porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et groupes cibles et la promotion d'une participation active des femmes à la vie publique et à la consolidation de la paix ainsi que le renforcement économique des femmes : S'adresser aux barrières à l'égalité de genre permet l'amélioration de la gouvernance et le pluralisme dans une société post conflit.

Dans tout le processus, l'approche sensibilité aux conflits a été observée afin de minimiser les dynamiques de conflits qui auraient de liens avec les interventions du projet.

La collaboration avec les structures locales a permis de renforcer l'implication des membres des communautés dans la recherche et la mise en œuvre des solutions à la paix mais aussi a contribué à la durabilité des acquis du projet.

L'ORGANISATION ALARME POUR LA PRISE DE CONSCIENCE AUX DEVOIRS ET DROITS HUMAINS (APCDDH)



L'APCDDH est une organisation dont ses actions se présentent comme une véritable Alarme qui éveille la conscience du Congolais à l'ignorance et aux mépris des devoirs et droits vis-à-vis de l'humanité. Ainsi il amènera la population :

- A avoir l'amour de sa patrie ;
- A la maîtrise de ses devoirs et droits ;

D'une manière opérationnelle, l'APCDDH apporte une assistance technique et judiciaire à la population victime de violation des droits humains. Opérationnels telle que : mener des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur les devoirs et droits humains ; faire de monitoring sur les différents abus des droits humains et amener la population à réduire le taux de leur violation ; lutter contre les antivaleurs qui nuisent l'harmonie dans la vie sociale ; installation de ses organes pouvant permettre l'accès aux informations de la base sur les violations des droits humains en vue d'une cohabitation pacifique ; faire de recherche sur les différents abus (violences) de droits humains ; faire le lobbying et plaider des victimes de différentes crises et catastrophes naturels ; promouvoir le bien-être social de la population à travers une citoyenneté responsable et promouvoir la gestion participatives et inclusive du bien public.

L'APCDDH étant une organisation de la région de Beni et maîtrisant les enjeux et acteurs de la dynamique des conflits dans la région propose que les groupes des pressions, les leaders communautaires, les associations des jeunes et des femmes ; et d'autres composantes de la société civile deviennent des vecteurs du changement dans le cadre de la cohabitation pacifique, résolution des conflits, bonne gouvernance ainsi que le rétablissement du climat de confiance.



IV. Gestion et coordination

a. *Gestion et coordination du projet*

Présentation succincte des modalités de coordination et collaboration avec les partenaires de mise en œuvre (coordination interne) y compris un organigramme illustrant la structure du consortium (maximum 1 pages).

Afin de donner la chance de réussite de notre stratégie d'intervention, nous avons mis en place un consortium constituée de deux principales organisations partenaires de mise en œuvre. Il faut noter que d'autres Conventions de collaboration dans la mise en œuvre des activités de ce projet sont envisageables avec les Conseils Communaux de la Jeunes et 2 plateformes des organisations féminines de Beni qui seront en charge de la mise en œuvre des différents plans d'actions conjoints ici des rencontres de dialogue Démocratique.

Pole Institute en tant lead du consortium assumera les responsabilités programmatiques et financière pour les fonds décaissés par l'Agent Administratif à travers l'Agent de Gestion. Ainsi toutes les communications contractuelles passeront par Pole Institute. A ce propos, Il assumera durant toute la période de mis en œuvre les responsabilités globales de la mise en œuvre du projet et de la conformité aux règlements des bailleurs. Toute en se conformant aux conformités du bailleurs, la gestion de cette subvention se fera dans le respect et conformément au politiques et au manuel des procédures de Pole Institute.

Ensuite, un MoU de collaboration dans la mise en œuvre de ce projet sera signé avec la deuxième Organisation partenaire ALARME POUR LA PRISE DE CONSCIENCE AUX DEVOIRS ET DROITS HUMAINS (APCDDH). Une guide d'appréciation et d'évaluation des capacités institutionnelles du partenaire sera signé entre Pole Institute et son partenaire de mise en œuvre. Cela permettra d'avoir une vue d'ensemble des capacités programmatiques et administratives du partenaire et un premier pas vers la réduction des tout risque et d'identification anticipative des mesures d'atténuation appropriées à intégrer dans l'accord de sous-subventions (MoU).

Pole Institute restera le principale répondants et responsable des tous les rapports financiers et narratifs qui seront produits sur base de l'échéancier de rapportage convenue dans le cadre de cette subvention. Ainsi, le Responsable des Finances de Pole Institute travaillera étroitement en collaboration avec l'équipe du partenaire pour le respect des exigence et éligibilité des rapports à fournir. Pour ce faire Pole Institute généralement dans le cas d'espèce prévoit des formations de remise à niveau de ses équipes du projet et celles équipes du partenaire qui sont impliquées dans la mise en œuvre des activités du projet.

Du point de vue programmatique, un système de suivi et évaluation sera mis en place et appropriée au contexte de ce projet. Ainsi, le département de S&E de Pole Institute et travaillera étroitement avec l'équipe du partenaire pour renforcer la qualité de la mise en œuvre des interventions. Ainsi, un suivi régulier à travers des réunions mensuelles du consortium est envisageable.

Dans le cadre de coordination, au démarrage du projet, le comité de pilotage, qui est mécanisme de coordination du consortium, sera mis en place afin d'assurer la bonne coordination et le séquençage des activités du projet, sous le Lead de Pole Institute. Cette Unité sera composée des chefs de projets



de chaque organisation partenaire de mise en œuvre du projet et se réunira chaque mois afin d'identifier les problèmes et difficultés dans la mise en œuvre et définir les pistes de solutions.

Le comité de pilotage aura comme tâche de développer un Plan de Travail Conjoint sur la base du chronogramme et un calendrier de Suivi & Evaluation. Chaque partenaire supervise la mise en œuvre de ses propres activités, contribue au suivi des indicateurs et de son échéancier de rapportage. Selon le plan, chaque semestre, le comité participera dans les réunions élargies avec le secrétariat dans le cadre des réunions Comité Technique Conjoint (CTC).

Le Lead travaillera en étroite collaboration avec le PNUD, qui est l'agent administratif des fonds, pour octroyer les avances aux membres du consortium selon le manuel des procédures, et les mécanismes de soumission des justificatifs des fonds. La cohérence entre les activités exécutées par les partenaires et le cadre logique pour chaque objectif spécifique du projet sera évaluée lors des réunions du comité de pilotage.

Présentation de la stratégie de coordination 1) avec les sections de la MONUSCO et 2) avec les autres projets de stabilisation (financés par le FCS ou alignés) mis en œuvre dans la zone prioritaire. (Maximum 1 pages).

Pole Institute coordonne généralement ses actions avec les autres acteurs présents dans ses zones d'interventions. En plus de participer à tous les mécanismes fonctionnels de coordination des affaires humanitaires dans le territoire de Beni, Pole Institute et son partenaire de mise en œuvre de ce projet seront toujours présent dans le mécanisme de coordination avec les autres acteurs et organisations impliquées dans les initiatives de stabilisation dans la zone d'intervention à travers le groupe de travail stabilisation, les projets de stabilisation récents ou en cours financés par l'I4S (cf. détail dans le tableau plus bas), mais aussi les interventions réalisées par les sections AFFAIRES CIVILES et DDR/RR de la MONUSCO, ainsi que les projets alignés à la stabilisation.

L'approche collaborative sera essentielle pour assurer la pertinence des activités proposées afin de renforcer la synergie et l'impact de nos interventions. Les acteurs clés opérant déjà dans la zone seront consultés et impliqués conjointement dans les activités de planification, mise en œuvre et évaluation du projet, autant que possible. Dès le début du projet, le consortium consultera les structures de coordination existantes afin d'en déterminer les mécanismes de fonctionnement.

Les institutions provinciales dont l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial à travers le cabinet du gouverneur, le ministère du plan, budget et investissement, et d'autres ministères de tutelle ainsi que le STAREC seront associés dans la mise en œuvre de toutes les activités du projet pour renforcer le partenariat, la collaboration, l'engagement politique et l'appropriation nationale.

Les membres du consortium vont assurer le suivi continu du projet et participera dans les missions conjointes semestrielles de monitoring et suivi pour assurer le bon déroulement du projet et fournir des orientations pour les défis et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre.

Ci-dessous les différents organes de suivi avec leurs rôles essentiels :

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS): en tant que bailleur, il est responsable de l'approbation finale du document du projet, du transfert des fonds selon le contrat établi, et de l'approbation des rapports. Si nécessaire, le FCS est responsable de la négociation et la formalisation des changements accordés et des visites de suivi, et de toute nouvelle réorientation du projet.



Comité Technique de Conjoint (CTC): composé de STAREC et de l'UAS, est un mécanisme de coordination et de suivi politique des activités avec la facilitation du consortium. Il donne des orientations stratégiques sur base des rapports d'avancement, et informe le niveau national du déroulement du projet. C'est aussi un cadre d'évaluation du compact. Le CTC fonctionne sous la présidence du Gouverneur de province.

Secrétariat Technique du fonds de cohérence (ST): coordonne la cohérence avec d'autres interventions dans le cadre de la stabilisation et est en chargé du suivi des indicateurs d'impact du projet.

Comité Technique de Suivi (CTS): composé du comité de pilotage, secrétariat technique du FCS et Gouvernement provincial. Il mène des missions de terrain organisées par le Lead du consortium, avec la participation des autorités du ST et des membres du consortium pour assurer le suivi global des activités.

Le Comité de Pilotage, est composé des chefs de projet de Pole Institute, de OGOL et de 2 responsables de S&E. La participation du secrétariat technique sera chaque fois sollicitée et encouragée. Cette unité est en charge de la préparation, la bonne exécution et le suivi conjoint du projet. Pole Institute assure le secrétariat et la coordination, la compilation des rapports et des indicateurs conjoints, lors des réunions mensuelles qui seront organisées.

Pour la réussite de la stratégie d'interventions de ce projet, il sera indispensable de s'intégrer de tous les mécanismes de coordination avec tous les acteurs tant nationaux qu'internationaux. Car certaines actions des jeunes et ou des femmes nécessiteront d'être appuyées par d'autres acteurs en fonction des actions de plaidoyer menées.

b. Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Résultat attendu <i>E.g. les objectifs généraux, les objectifs, spécifiques, les résultats, les produits</i>	Description et conséquences du risque associé au résultat <i>Quel est l'impact du risque sur le projet</i>	Probabilité <i>(1 = très improbable, 5 = très probable)</i>	Gravité <i>(1 = faible, 5 = très grave)</i>	Stratégie de mitigation <i>Quelles mesures seront mises en place pour réduire l'impact du risque ?</i>
OS 1 : Les populations, en particulier les groupes des jeunes et des femmes, les leaders locaux, les OSC, les autorités politico administratives, coutumières ainsi que les forces de sécurité congolaises renforcent et améliorent leurs relations de collaboration et de confiance à travers les processus de dialogue démocratique.	Les parties prenantes ne s'approprient pas le projet : Plusieurs facteurs peuvent être à la base de cette situation notamment un relâchement complet vis-à-vis de la recherche des solutions aux problèmes qui rendent leur vie	2	4	1. ajouter une série d'activités orientées sur la compréhension du projet pour que toutes les parties prenantes soient, non seulement mises à niveau sur la compréhension du projet mais qu'ils découvrent également leur degré de responsabilité dans les possibilités de solution que ce projet offre à la société. Les activités qui peuvent être organisées dans ce cadre ne viseront que la collaboration de tous via la mise en œuvre de ce



	<p>difficile, le fait d'avoir un besoin pressant de voir cette situation des violences s'estomper d'un coup quand des organisations arrivent dans la zone pour implémenter des projets, mais que dans les esprits des populations l'attente soit plus surréaliste jusqu'à ce que l'impatience laisse place au désespoir. Des situations pareilles peuvent arriver, surtout dans une zone à contexte des conflits violents.</p>			<p>projet pour ainsi amener ces parties prenantes à comprendre l'importance d'une collaboration intense entre les populations et autorités politico-administratives comme voie vers la consolidation de la paix et la prévention des conflits.</p> <p>2. D'un suivi couplé à la mise en œuvre des activités du projet, les données sur le niveau d'engagement des parties prenantes peut être dégagé pour nous permettre d'éviter ce risque. Le projet lui-même est axé sur l'accompagnement des parties prenantes vers une voie vers le changement. Disons même que tous les cadres qui seront développés à l'issue de ce projet partiront des bénéficiaires directs du projet pour atteindre toute la communauté, voilà pourquoi il est crucial d'obtenir une forte implication des parties prenantes pour un changement significatif vers une paix durable dans la zone de Beni.</p>
	<p>2. Les attaques des rebelles sur les civiles replongent les parties prenantes dans des doutes sur l'efficacité du projet, et recréer un sentiment de relâchement vis-à-vis du projet.</p>	3	2	<p>1. Organiser une série d'activités pour la remise à niveau des parties prenantes par rapport au projet.</p> <p>2. former le staff dans la gestion des crises, pour développer leurs aptitudes de réaction lorsqu'ils se retrouvent dans des situations où les violences prennent le dessus dans le contexte.</p>
	<p>3. Situation d'urgence sanitaire : la zone de Beni a été touchée par deux situations d'urgence sanitaire,</p>	3	1	<p>1. Organiser les activités selon les mesures barrières pour faire face à la situation d'urgence sanitaire tout en gardant la vue sur la chronologie des activités.</p>



	notamment l'épidémie d'Ebola et celle de Covid-19. Il n'est pas exclu que des cas peuvent refaire surface.			
OS2. Les autorités ainsi que les populations recourent aux mécanismes formels et informels de redevabilité pour contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance et la protection des populations locales.	1. Les parties prenantes ne s'approprient pas le projet : Plusieurs facteurs peuvent être à la base de cette situation notamment un relâchement complet vis-à-vis de la recherche des solutions aux problèmes qui rendent leurs vies difficiles, le fait d'avoir un besoin pressant de voir cette situation des violences s'estomper d'un coup quand des organisations arrivent dans la zone pour implémenter des projets, mais que dans les esprits des populations l'attente soit plus surréaliste jusqu'à ce que l'impatience laisse place au désespoir. Des situations pareilles peuvent arriver, surtout dans une zone à contexte violent.	2	4	<p>1. Ajouter une série d'activités orientées vers la compréhension du projet pour que toutes les parties prenantes soient, non seulement mises à niveau sur la compréhension du projet mais qu'ils découvrent également leur degré de responsabilité dans les possibilités de solution que ce projet offre à la société. Les activités qui peuvent être organisées dans ce cadre ne viseront que la collaboration de tous via la mise en œuvre de ce projet pour ainsi emmener ces parties prenantes à comprendre l'importance d'une collaboration intense entre les populations et autorités politico-administrative comme voie vers la consolidation de la paix et la prévention des conflits.</p> <p>2. D'un suivi collé à la mise en œuvre du projet, les données sur le niveau d'engagement des parties prenantes peut être dégagé pour nous permettre d'éviter ce risque. Le projet lui-même est axé sur l'accompagnement des parties prenantes vers une voie sur le changement. Disons même que tous les cadres qui seront développée à l'issue de ce projet partiront des bénéficiaires directs du projet pour atteindre toute la communauté, voilà pourquoi il est crucial d'obtenir une forte implication des parties prenantes pour un changement significatif vers une paix durable</p>



				dans la zone de Beni.
	2. Les attaques des rebelles sur les civiles replongent les parties prenantes dans des doutes sur l'efficacité du projet, et recréer un sentiment de relâchement vis-à-vis du projet.	3	2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organiser une série d'activités pour la remise à niveau des parties prenantes par rapport au projet. 2. Former le staff dans la gestion de crise, pour développer leurs aptitudes de réaction lorsqu'ils se retrouvent dans des situations où les violences prennent le dessus dans le contexte.
	3. Situation d'urgence sanitaire : la zone de Beni a été touchée par deux situations d'urgence sanitaire, notamment l'épidémie d'Ebola et celle de Covid-19. Il n'est pas exclu que des cas puissent resurgir.	3	1	1. Organiser les activités selon les mesures barrières pour faire face à la situation d'urgence sanitaire tout en gardant la vue sur la chronologie des activités.
OS.3. Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales.	1. Les parties prenantes ne s'approprient pas le projet : Plusieurs facteurs peuvent être à la base de cette situation notamment un relâchement complet vis-à-vis de la recherche des solutions aux problèmes qui rendent leurs vies difficiles, le fait d'avoir un besoin pressant de voir cette situation des	2	4	1. Ajouter une série d'activités orientées sur la compréhension du projet pour que toutes les parties prenantes soient, non seulement mises à niveau sur la compréhension du projet mais qu'elles découvrent également leur degré de responsabilité dans les possibilités de solutions que ce projet offre à la société. Les activités qui peuvent être organisées dans ce cadre ne viseront que la collaboration de tous via la mise en œuvre de ce projet pour ainsi amener ces parties prenantes à comprendre l'importance d'une collaboration intense entre les populations et



	<p>violences s'estomper d'un coup quand des organisations arrivent dans la zone pour implémenter des projets, mais que dans les esprits des populations l'attente soit plus surréaliste jusqu'à ce que l'impatience laisse place au désespoir. Des situations pareilles peuvent arriver, surtout dans une zone à contexte violent.</p>			<p>autorités politico-administrative comme voie vers la consolidation de la paix et la prévention des conflits.</p> <p>2. D'un suivi collé à la mise en œuvre du projet, les données sur le niveau d'engagement des parties prenantes peut être dégagé pour nous permettre d'éviter ce risque. Le projet lui-même est axé sur l'accompagnement des parties prenantes vers une voie sur le changement. Disons même que tous les cadres qui seront développée à l'issue de ce projet partiront des bénéficiaires directes du projet pour atteindre toute la communauté, voilà pourquoi il est crucial d'obtenir une forte implication des parties prenantes pour un changement significatif vers une paix durable dans la zone de Beni.</p>
	<p>2.les attaques des rebelles sur les civiles replongent les parties prenantes dans des doutes sur l'efficacité du projet, et recréer un sentiment de relâchement vis-à-vis du projet.</p>	3	2	<p>1. Organiser une série d'activités pour la remise à niveau des parties prenante par rapport au projet.</p> <p>2. former le staff dans la gestion de crise, pour développer leurs aptitudes de réaction lorsqu'ils se retrouvent dans des situations ou les violences prennent les dessus dans le contexte.</p>
	<p>3.Situation d'urgence sanitaire : la zone de Beni a été touché par deux situation d'urgence sanitaire, notamment Ebola et Covid-19. Il n'est pas exclus</p>	3	1	<p>1.Organiser les activités selon les mesures barrières pour faire face à la situation d'urgence sanitaire toute en gardant la vue sur la chronologie des activités.</p>



	que des cas peuvent refaire surface.			
--	--------------------------------------	--	--	--

c. Suivi et évaluation

Le cadre logique et théorie de changement sont en annexe.

Il est primordial de mentionner que Pole Institute mettra à disposition du projet son département de Suivi, Evaluation et Apprentissage pour travailler avec l'équipe du projet dans le développement des différents outils de suivi des indicateurs. Grâce à ce soutien :

- Un premier travail sera réalisé en début de projet pour récolter les indicateurs manquants
- Le cadre logique finalisé et l'harmoniser avec les indicateurs standard pertinents
- Une évaluation rapide sera faite à mi-parcours
- Une évaluation finale permettra de mesurer l'évolution des indicateurs et les résultats du projet.

Nous disposons d'un Système de Suivi, Evaluation et Apprentissage qui implique les acteurs a tous les niveaux : Ce système comprend une stratégie de collecte systématique basée sur les interviews, les questionnaires, les focus group, le pré et post tests, l'observation directe auprès des bénéficiaires tout au long du projet pour surveiller la chaîne des résultats par rapport aux indicateurs de départ et corriger le cas échéant tout risque de dérapage. Un plan de Suivi, Evaluation et Apprentissage sera développé spécifiquement pour ce projet. Il Comprend et il est structuré de la manière suivante :

- Un processus participatif de développement et validation des outils de collectes des données
- Une étude Baseline menée au début du projet et une endline à la fin du projet
- Suivi des activités et des produits
- Une revue annuelle (à mi-parcours) ;
- Évaluation intermédiaire des indicateurs (pendant l'atelier mi-parcours);
- Un Atelier de clôture du projet : regroupant toutes les parties prenantes au projet.
- Une évaluation finale du projet

Toutes les parties prenantes seront aussi impliquées dans la mise en place et la validation des nouveaux outils de Suivi, Evaluation et Apprentissage.

Le canevas de rapportage est focalisé sur l'atteinte des indicateurs. Ainsi chaque partenaire (membre du consortium) devra fournir le rapport d'avancement pour assurer le suivi des indicateurs et communiquer à propos de l'évolution du projet, tout au long du projet, et cela selon le plan de rapportage suivant :

Actions	Organisation Responsable/Partie prenante
Suivi des indicateurs d'activité / produit au niveau de la mise en œuvre de chaque partenaire d'exécution	Pole Institute Organisation Partenaire
Suivi des indicateurs sur l'état d'avancement du projet dans son ensemble	Pole Institute, Organisation Partenaire et le Secrétariat technique via l'Unité Conjointe de Coordination l'UCC et le CTS.
Suivi des indicateurs d'impact dans le cadre	SSU à travers la Cellule de S&E



de l'ISSSS.	
-------------	--

Signalons que les rapports d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale seront rendus disponibles selon le plan de travail de ce projet afin que tous les partenaires et bailleur de fonds aient accès aux informations relatives aux progrès réalisés dans la mise en œuvre.

En plus des rapports d'activités, il est prévu de produire un rapport chaque trimestre de suivi des indicateurs. Les résultats de ce rapport sont discutés au cours des réunions mensuelles du Consortium afin de prendre en compte de toutes les recommandations formulées.

d. Communication et visibilité de l'I4S/STAREC

Cette section mettre en évidence la stratégie et les moyens envisagés par le soumissionnaire pour augmenter la connaissance et la visibilité de l'I4S et de l'intervention auprès ;

1. *Des organisations de mis en œuvre ;*
2. *Des autorités (locales, provinciales et nationales) ;*
3. *Des bénéficiaires et des communautés ciblées par le projet (maximum 1/2 pages).*

Un système de communication et de visibilité ad hoc va caractériser les parties prenantes de la mise en œuvre de ce projet. Ce système de communication se fera à trois niveaux.

Au niveau des groupes des bénéficiaires cibles, le consortium communiquera activement avec les bénéficiaires, les autorités locales et les autres parties prenantes concernées afin de maximiser l'implication et la participation de tous les acteurs dans la mise en œuvre.

Plusieurs canaux seront utilisés pour assurer la communication et la visibilité du FCS. Il s'agira notamment des panneaux de visibilité, des t-shirts portant des messages d'informations sur l'I4S / FCS. A chaque séance, des réunions ou activités (culturelles récréatives par exemple) regroupant plusieurs personnes, il sera produit des calicots avec des messages d'informations sur l'activité et sur l'I4S. Il est prévu des séances avec les autorités durant lesquelles, des messages et visibilité de l'ISSSS / FCS seront diffusés. Cette visibilité sera également assurée au travers des émissions qui seront produites et diffusées par la radio Pole FM.

La communication et la visibilité étant des éléments clés de la réussite d'un projet, le consortium assurera une plus grande visibilité du projet. La visibilité du bailleur (Fonds de Cohérence pour la stabilisation) et des partenaires sera effective durant toutes les étapes de la mise en œuvre du projet. Les produits de visibilité et de communication notamment les fiches, affiches, rapports, publications, calicots, assureront une grande visibilité du bailleur en indiquant l'origine des financements.

- Entre les partenaires membres du consortium, la visibilité sera de mise, et chaque membre fournira un effort d'assurer une plus grande visibilité dans la réalisation de ses activités.
- Auprès des autorités locales, le consortium assurera une communication et visibilité accrues pour permettre à ces dernières de bien se familiariser avec le projet afin d'assurer son appropriation.
- Auprès des bénéficiaires et des communautés cibles, le projet assurera une grande communication et une large visibilité pour renforcer l'impact des activités et l'appropriation de celles par les groupes des bénéficiaires cibles.

Il sera maintenu une communication étroite avec les autorités a tous les niveaux (local, provincial et national). L'approche ascendante (dite bottom-up) ou descendante (dite top-down) nous permettra de



remonter aux niveau provincial et national tous les problèmes identifier au niveau local. Les autorités étant les parties prenantes importantes, seront mises au courant de tous les progrès à travers des réunions formelles et ou informelles qui seront planifiées en fonction de leur disponibilité. Des canaux de communication ad hoc seront développés afin de maintenir la communication avec les autorités de prise de décision.

e. Stratégie de sortie

A la fin de la mise en œuvre des activités du projet, il sera organisé des rencontres en bilatéral avec certaines parties prenantes et un atelier de clôture au cours duquel l'équipe du projet en collaboration avec le Comité de Pilotage communiquera les résultats du projet, les défis et les leçons apprises (qu'est ce qui a marché, qu'est ce qui n'a pas marché).

f. Budget

Deux formats du budget en annexe.

V. ANNEXES

ANNEX 1 : CARTHOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE STABILISATION

Nom de l'organisation	Intitulé du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
<p>Organisation Internationale pour la Migration OIM</p> <p>Search For Common Ground</p> <p>STAREC</p> <p>Interpeace</p> <p>SOFEPADI</p>	<p>Ensemble pour BENI</p>	<p>Projet implémenté en Ville et Territoire de BENI grâce à un consortium des Organisations Internationales et Nationales sous le Lead de l'OIM.</p> <p>Le début des activités du projet a été lancé par les évaluation DTM qui a permis à l'OIM d'avoir les données nécessaires sur les mouvements des populations dans les 8 Zones de Santé du Territoire et Ville de BENI.</p> <p>Les paquets d'activités ont été partagés aux différents membres du Consortium,</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Relance économique : axé essentiellement sur l'encadrement des populations à travers des activités génératrices de revenus via diverses associations, formation des jeunes en divers métiers ✓ Restauration de l'autorité de l'État : plusieurs dialogues ont été organisés dans le cadre de la collaboration entre les leaders locaux et les autorités locales, dialogues entre les jeunes et la police, les jeunes et les autorités, aussi des actions de rapprochement qui se sont organisées et a permis que les jeunes 	<p>La mise en œuvre de ce projet va s'appuyer sur les acquis du projet Ensemble pour Beni.</p> <p>Une première communication d'harmonisation d'approche est envisagée avec tous les intervenant du de ce procédent projet</p> <p>Les équipe du projet participeront aux mécanismes de coordination mis en place pour tous les projets exécutés à Beni</p> <p>Le projet va également s'appuyer sur les structures à base communautaire déjà mise en place par les précédentes interventions.</p>

		<p><i>soient informés des actions liées à leur participation à la consolidation de la paix à la restauration de l'autorité de l'État</i></p> <p>✓ Dialogue démocratique : <i>mise en place des focus groupes dans les différentes entités du territoire de Beni. Ceci, dans l'objectif de comprendre les sources de conflits permanents au sein de la communauté afin d'y trouver des solutions.</i></p>	
<p><i>Pole Institute, DRC et SOFEPADI</i></p>	<p><i>Vijana Wenye Nguvu Kwa Amani</i></p>	<p>Le projet (mis en œuvre à Beni, Kitshanga, Nyamitaba, Mweso) a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrir une réponse holistique aux causes profondes des conflits identifiés dans le Nord Kivu, et à réduire le recrutement des jeunes par les groupes armés, à travers les trois axes principaux : <ul style="list-style-type: none"> - Soutien à l'intégration des jeunes femmes et hommes dans les processus de dialogue démocratique et des mécanismes communautaires de gestion de conflits et renforcement de la confiance intergénérationnelle. - Outiller les jeunes contre les discours de haine en les formant à l'analyse critique des messages politiques, développer leurs capacités en communication et plaidoyer en faveur de la prévention et la réduction de la violence. - Appui à la stabilisation accrue des communautés à travers l'autonomisation des jeunes de 18 à 24 ans et le développement de leur résilience économique. 	<p><i>Les activités de ce projet vont aussi intégrer les groupes des jeunes qui ont été appuyées de le projet Vijana.</i></p>



--	--	--	--



ANNEXE 3 : CADRE LOGIQUE

En annexe



ANNEXE 4 : THEORIE DE CHANGEMENT

En annexe



Lignes directrices Budgétaires

En annexe.